



L'EGLISE ORTHODOXE FACE A – OU DANS - LA CONSTRUCTION EUROPEENNE ?

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadrons Philippe PACOM
dans le cadre du séminaire « Validité des théories géopolitiques du XIXe siècle »**

Directeur : Monsieur Philippe CONRAD

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'Eglise orthodoxe face à – ou dans – la construction européenne ?
2. 2007_memoire_geop_Eglise_orthodoxe_construction_europeennec_CES_PACOM
3. Chef d'escadrons, armée de Terre, PACOM Philippe , France
4. 12 mars 2007
5. Division D – groupe D2
6. Mémoire de géopolitique
7. L'Eglise orthodoxe est une institution méconnue dans nos sociétés occidentales. Cette situation conduit à faire souvent l'amalgame entre orthodoxie et ultranationalisme. Or l'Eglise orthodoxe n'est en aucun cas un bloc homogène, même s'il est vrai qu'elle est parcourue par des constantes idéologiques plutôt antioccidentales. De plus, l'Eglise orthodoxe entretient par construction des relations ambiguës avec les pouvoirs politiques. Ces dernières années, cela l'a conduite à soutenir des régimes ultranationalistes, comme en Serbie par exemple. Ce faisant les Eglises orthodoxes se sont décrédibilisées aux yeux de l'Occident et ne semblent plus devoir jouer un rôle important dans la construction européenne, d'autant que celle-ci ne se définit plus aujourd'hui que dans un cadre laïc. Aussi la voie de l'œcuménisme reste la voie à explorer. En se rapprochant notamment de l'Eglise catholique et en mettant en avant ce qui rapproche vraiment ces deux sœurs ennemies, elle pourra faire entendre sa voix et peser de manière plus importante dans le processus de construction européenne. Toutefois, cela suppose que l'Eglise orthodoxe renonce à son idéologie antioccidentale séculaire et fasse taire ses divisions internes.
8. Religion, Eglises, Orthodoxe, Grèce, Russie, Serbie, Ukraine, Constantinople, Moscou, Antioccidentalisme, Ultranationalisme, Oecuménisme .

L'Eglise orthodoxe face à - ou dans - la construction européenne ?

SOMMAIRE

1^{ère} PARTIE

L'EGLISE ORTHODOXE : UN MODE FRAGMENTE

Fracture géopolitique et querelles théologiques
Divisions internes

2^e PARTIE

ORTHODOXIE ET IDEOLOGIES

Ethnicité, nationalisme et anti-occidentalisme
Un rapport ambivalent à la politique

3^e PARTIE

UNE VOLONTE DE ROMPRE L'ISOLEMENT ?

Ambiguïtés européennes
L'œcuménisme comme outil de réunification du continent européen ?

L'Eglise orthodoxe : face à - ou dans - la construction européenne ?

INTRODUCTION

L'approche traditionnelle de la géopolitique tend à minimiser voire, à complètement ignorer le fait religieux. Or, de nombreux exemples attestent que des Etats ont pu se constituer sur une base spécifiquement religieuse comme c'est le cas pour Israël, l'Iran moderne ou encore pour la partition Inde-Pakistan de 1947. Ces différents exemples montrent qu'il peut être extrêmement réducteur de ne pas tenir compte des aspects culturels dans le champ d'investigation géopolitique.

A cet égard, il est intéressant d'examiner si l'Eglise orthodoxe joue ou non un rôle dans la construction européenne. Le monde orthodoxe est en effet dans nos pays occidentaux, une *terra incognita* qui échappe bien souvent à l'analyse. Cette méconnaissance conduit à toutes sortes de poncifs, comme d'amalgamer par exemple, orthodoxie, nationalisme et autoritarisme. La réalité est plus nuancée mais cette perception biaisée du monde orthodoxe est désormais bien ancrée en raison du traitement médiatique parcellaire de la question orthodoxe ainsi que du manque de visibilité de cette confession, qui ne dispose presque d'aucun relais d'influence dans nos sociétés occidentales¹.

Ainsi, contrairement à la thèse de Samuel P. Huntington², il ne semble pas exister de « bloc orthodoxe » condamné à s'entrechoquer avec les autres blocs civilisationnels. Bien au contraire, le monde orthodoxe est un monde fragmenté qui, même s'il est parcouru par des « attitudes géopolitiques » constantes, généralement antioccidentales et anti-européennes, voit ses différentes composantes adopter vis-à-vis de la construction européenne, des politiques différentes et souvent opposées.

Sans chercher à porter de jugement théologique sur la religion orthodoxe, nous mettrons dans un premier temps en évidence l'état de fragmentation de l'Eglise orthodoxe puis nous analyserons quels sont les traits caractéristiques des idéologies religieuses orthodoxes et évoquerons enfin, comment elles se conjuguent vis-à-vis de la construction européenne.

¹ La France compte à peine 200.000 baptisés orthodoxes.

² HUNTINGTON Samuel Phillips, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.

1^{ère} PARTIE

L'ÉGLISE ORTHODOXE : UN MODE FRAGMENTÉ

Contrairement aux thèses de Samuel P. Huntington qui voit dans l'orthodoxie un bloc civilisationnel condamné à s'entrechoquer avec les autres espaces confessionnels, le monde orthodoxe est profondément divisé selon plusieurs lignes de fractures.

1.1 *Fracture géopolitique et querelles théologiques*

La fragmentation actuelle du monde orthodoxe se fonde sur des faits historiques. Comprendre ses fondements nécessite un détour par l'Histoire.

1.1.1 Naissance de l'Église orthodoxe

Les Églises orthodoxes sont issues d'une séparation qui s'est opérée progressivement, à partir du VIII^e siècle entre l'Église d'Occident et le monde byzantin³. Cette séparation n'est pas seulement théologique mais se conjugue déjà avec des éléments géopolitiques.

Depuis le IV^e siècle, il existait déjà une tension dans l'église entre l'Est et l'Ouest à propos du vrai sens de la primauté de Rome. Cette tension latente vint seulement en surface au IX^e siècle quand elle s'est muée en hostilité ouverte.

Selon le Baron Ivan Feofilovich von Meyendorff dit John (ou Jean) Meyendorff, historien et théologien orthodoxe, l'événement politique servit de catalyseur aux conflits entre les Églises d'Orient et d'Occident fut la fondation de l'empire carolingien⁴. En effet, après l'échec d'un projet de mariage entre Charlemagne et l'impératrice byzantine, le roi Franc décida de ruiner la réclamation de Constantinople à la juridiction universelle. L'un des moyens employés pour arriver à

³ Le terme "byzantin" a été employé à partir de la renaissance par l'historien allemand Hieronymus Wolf (1516-1580) pour désigner les chrétiens orientaux dont la capitale était Constantinople, cité reconstruite en 330 ap. J-C par l'empereur Constantin sur les ruines de l'ancienne cité grecque de Byzance. Ceux-ci en revanche, parfaitement convaincus d'être les héritiers et dépositaires de l'empire romain déchu (476), se désignaient eux-mêmes « Romains » et leur territoire, « l'Empire romain » (Βασιλεία Ρωμαίων).

⁴ MEYENDORFF John, *The Orthodox Church*, New York ; Crestwood, 1981 p 195-197.

cette fin, fut de placer des accusations d'hérésie contre l'Orient : l'empereur oriental ne pouvait se réclamer d'être le successeur des premiers rois chrétiens parce qu'il adorait des images et confessait que le Saint-Esprit procédait «du Père par le Fils» au lieu du «Père et du Fils». En dépit des pressions de Charlemagne et du clergé franc, l'adjonction de ce « *Filioque*⁵ » au credo romain ne fut pas immédiatement acceptée par Rome. Elle ne le fut qu'au XI^e siècle, mais cela constitua pour l'Eglise d'Orient, une véritable hérésie.

Cependant, en dépit de ces querelles d'évêques et d'excommunications réciproques comme celles de 867-879⁶ et celle plus grave encore de 1054⁷, les relations perdureront jusqu'à la rupture profonde et presque définitive entre l'Orient et l'Occident, qui interviendra en 1204 lors du sac de Constantinople par les croisés de la IV^e croisade. Par suite, l'installation de hiérarchies latines sur les terres ancestrales orthodoxes sera considérée comme une agression impardonnable.

Ainsi dès l'origine, l'Eglise orthodoxe se constitue sur une opposition géopolitique vis-à-vis de l'Occident. Cette référence pèsera lourd dans les relations conflictuelles que cette Eglise entretiendra par la suite avec l'Eglise catholique romaine et l'Occident.

1.1.2 Un patriarcat œcuménique dans la tourmente

Au XV^e siècle, l'Empire ottoman se constitue sur les débris de l'Empire byzantin et de l'Etat seldjoukide. Les chrétiens d'Orient passent alors sous le joug de la nouvelle puissance ottomane. L'Eglise de Constantinople survivra cependant à ce contexte jusqu'à nos jours.

Dès son origine, l'Empire ottoman crée en effet pour l'administration des populations non musulmanes un système ethnico-confessionnel appelé « millet » qui

⁵ Voir Lexique.

⁶ 867-869 Schisme dit de « Photius ». Le patriarche de Constantinople Photius dans une célèbre encyclique, accuse le pape Nicolas 1^{er} d'abus de pouvoir (en raison de ce qu'il ressent comme des interventions inacceptables de Rome dans les affaires internes de l'Eglise de Constantinople) ainsi que d'hérésie (*Filioque*) et rompt toute communion avec ce dernier. Il est à son tour excommunié par le pape. C'est la première crise d'importance entre Rome et Constantinople. En 869-870 au Concile de Constantinople IV, le pape Jean VIII réhabilite Photius.

⁷ Le légat du pape Humbert de Moyenmoutier dépose sur l'autel de la basilique Sainte Sophie de Constantinople une excommunication visant le patriarche Michel Cérulaire. Celui-ci excommunie à son tour la légation romaine. Cet événement est considéré par les historiens comme le point de départ du schisme définitif qui interviendra en 1204 lors du sac de Constantinople par les croisés.

fait du chef religieux (pour les chrétiens, le patriarche), un responsable religieux et administratif devant les autorités de l'Empire⁸.

Le patriarche de Constantinople (aussi appelé « patriarche œcuménique ») se trouve à la tête du millet orthodoxe et exerce par rapport aux autres patriarches du monde orthodoxe une primauté d'honneur. Il n'est en aucun cas une sorte de « pape orthodoxe », mais seulement le « *primus inter pares* »⁹, le premier parmi ses pairs.

Tout au long de son histoire, la primauté d'honneur de Constantinople sera régulièrement remise en cause par certaines Eglises locales qui n'auront de cesse d'obtenir leur autocéphalie¹⁰. *A contrario*, le patriarcat de Constantinople sera souvent accusé de « néo-papisme » en raison de ses velléités de prééminence sur les autres Eglises.

1.1.3 Evangélisation des Balkans et de la Russie

En Europe balkanique, les missions d'évangélisation obtiennent la conversion des Bulgares en 865 puis des Serbes entre 867 et 874.

Parallèlement, dès 863 Cyrille et Méthode, deux frères missionnaires grecs de Thessalonique, partirent évangéliser la Moravie. Plus tard, leurs disciples poursuivirent l'œuvre d'évangélisation vers la Serbie et la Russie à partir de la Bulgarie. En 989, le prince Vladimir de Kiev se convertit au rite orthodoxe byzantin, ce qui ouvrit la porte à l'évangélisation de l'Ukraine, de la Russie et de la Biélorussie.

Par la suite, en 991 le siège métropolitain¹¹ de Kiev fut créé sous la juridiction du patriarcat de Constantinople qui en désignait le primat. Profitant de la déliquescence de l'empire byzantin, l'Eglise de Russie transféra son patriarcat à Moscou

⁸ Il existe alors trois millets : le millet juif, le millet arménien et le millet orthodoxe.

⁹ Dès l'origine, il existe plusieurs patriarchats : le patriarcat d'Alexandrie qui a autorité sur les Grecs d'Egypte mais pas sur les Coptes qui dépendent du patriarche copte, sous l'autorité du millet arménien. Le patriarche d'Antioche a sous son autorité les orthodoxes grecs et arabes de l'actuelle Syrie-Liban-Irak. Le patriarcat de Jérusalem est un patriarcat arabe encadré par un clergé grec. Le patriarcat le plus important en nombre est celui de Constantinople qui s'appuie sur un clergé d'origine grec, les Phanariotes. Ceux-ci tirent leur nom du quartier du Phanar à Constantinople où se situe encore de nos jours le siège du patriarcat. Ils représentaient la haute bourgeoisie d'origine grecque et constituaient le haut clergé de l'Eglise orthodoxe, tout en participant activement à la gestion de l'Empire ottoman.

¹⁰ L'autocéphalie d'une Eglise locale consacre son degré de liberté par rapport à son patriarcat de rattachement. Une Eglise autocéphale jouit par conséquent de privilèges étendus dont celui d'élire elle-même son primat, c'est-à-dire son chef.

¹¹ Evêché.

(initialement à Kiev) et décréta son autocéphalie en 1448. Désormais, le patriarche de Moscou était élu par ses pairs et non plus désigné par le patriarche de Constantinople, ce qui constitua une première querelle sérieuse et conduisit les deux Eglises à évoluer désormais séparément comme à s'opposer sur le plan géo-ecclésial. Peu de temps avant la chute de Constantinople, au concile de Florence (1439–1445), une tentative de rapprochement entre les Eglises d'Orient et d'Occident vit le jour grâce à l'adoption d'une position commune sur le « *Filioque* ».

Les orthodoxes russes jugèrent alors cet événement comme une véritable hérésie et la chute de Constantinople (1453) fut même considérée comme une punition divine infligée aux Byzantins pour avoir tenté de renier la vraie foi.

Ainsi, dès le XV^e siècle, les patriarcats de Constantinople et de Moscou sont en rivalité. A ce titre, on peut souligner que Constantinople se voulait d'une certaine manière la « deuxième Rome »¹² tandis qu'après sa chute, d'autres voyaient en Moscou la « troisième Rome »¹³, désormais seule dépositaire de la « Vraie Foi ». Dès lors, l'Eglise orthodoxe russe se voit comme investie de la mission de la défense de la foi contre toutes les hérésies. Elle développe alors un fort sentiment messianique, en même temps qu'une opposition et une rivalité marquées à l'égard d'un patriarcat de Constantinople inféodé aux Musulmans.

1.2 Divisions internes

Aux divisions basées sur des considérations géopolitiques, s'ajoutent aussi des divisions internes aux Eglises.

1.2.1 Des divisions aggravées par le « réveil » des nationalités du XIX^e siècle

Sous l'Empire ottoman, le système du millet cadennassait les vellétés d'indépendance des peuples, si bien qu'à cette époque et jusqu'au début du XIX^e siècle, l'Eglise orthodoxe ignorait le phénomène national. Cependant, en préservant

¹² Même si ce qualificatif n'a probablement jamais été employé par les Byzantins.

¹³ Epître du moine Philotée de Pskov à Vassili III, grand-père d'Ivan IV Le Terrible, cité par Marie-Pierre Rey, *De la Russie à l'Union soviétique : la construction de l'Empire 1462-1953*, Paris, Hachette, 1994, p. 31 : « Je voudrais aussi dire quelques mots sur le présent royaume de notre prince ; sur terre, il est l'unique prince des chrétiens, le guide de l'Eglise apostolique, qui de Rome et de Constantinople, s'est trouvée transférée dans la ville bénie de Moscou ; elle seule répand sur le monde une lumière plus claire que le Soleil. Sache-le, homme pieux, tous les empires chrétiens se sont écroulés, un seul reste debout et il n'y en aura pas de quatrième ».

la mémoire collective et les langues nationales des siècles durant, les Eglises servirent de « cocon » aux identités nationales. Ainsi, au XIX^e siècle, avec l'ébranlement du pouvoir ottoman, sans être directement les inspiratrices de la révolte, les Eglises stimulèrent et accompagnèrent les réveils nationaux, ce qui conduisit à l'avènement des Etats grec (1830), serbe (1878), roumain (1878) et bulgare (1908). A l'issue de ce processus de libération, l'ultime étape consista à chaque fois, en l'autocéphalie des Eglises nationales, contre la volonté du patriarcat de Constantinople qui voyait ainsi se réduire son influence et son territoire géo-ecclésial.

La substitution d'une organisation patriarcale supranationale et traditionnelle par une organisation nationale des Eglises ainsi que le renouveau religieux dans ces pays permit ensuite, l'avènement d'idéologies ultranationalistes tels que « la Grande Idée » pour les Grecs et le « Grand Projet » serbe. Ces idéologies associaient des considérations historiques, culturelles, ethniques et religieuses faisant directement référence à l'Empire byzantin pour les premiers et à l'Empire de Dusan (XIV^e siècle) pour les seconds. Elles n'étaient finalement, que le reflet des tensions exacerbées entre les nouveaux pays qui nourrissaient chacun, des revendications territoriales sur leurs voisins¹⁴. Elles servirent d'ailleurs de catalyseur aux guerres balkaniques (1912 – 1913), à la déflagration de la première guerre mondiale ainsi qu'à l'épuration ethnique après l'échec de la Grande Idée¹⁵ (1922).

A l'aube de la seconde guerre mondiale, le monde orthodoxe s'est donc trouvé profondément divisé : la création des Eglises nationales autocéphales a mené au renouveau de l'ultranationalisme tandis que sur le plan ecclésial, l'influence du patriarcat œcuménique n'a fait que diminuer au point qu'il n'avait plus alors d'autorité que sur les quelques milliers d'orthodoxes qui résidaient encore en

¹⁴ Ainsi il faut rappeler que de 1880 à 1945 les Serbes et les Bulgares se firent cinq fois la guerre, Grecs et Bulgares quatre fois, Roumains et Bulgares deux fois etc.

¹⁵ L'échec militaire grec face à la contre-offensive turque de Mustapha Kemal conduisit à une catastrophe humanitaire sans précédent : en vertu du traité de Lausanne en 1923, un million trois cents mille Grecs durent quitter leurs territoires ancestraux des bords de la Mer Noire, des rivages d'Anatolie et de la mer Egée. La Grèce se retrouva amputée de son berceau culturel le plus riche et dû de surcroît accueillir des réfugiés dont elle ne savait que faire. En parallèle, les turcs récupèrent quatre cents mille turcs de Grèce.

Turquie, ainsi que sur une partie des Eglises d'Europe occidentale et des Etats-Unis, où Grecs et Russes ont émigré en masse¹⁶.

1.2.2 L'épreuve du totalitarisme comme facteur d'aggravation des querelles intra-orthodoxes

En URSS, l'Etat s'était clairement donné pour but d'éradiquer l'Eglise orthodoxe, accusée notamment d'être l'instigatrice du nationalisme slavo-orthodoxe. A la persécution des orthodoxes russes s'est en outre ajouté le favoritisme à l'égard d'Eglises « nationales », afin de déposséder le patriarcat de Moscou de ses prérogatives ecclésiastiques. La période de la seconde guerre mondiale vit par la suite la pression se relâcher temporairement sur l'Eglise russe et Staline n'hésita pas à faire rouvrir églises et cathédrales, faire sortir prêtres et évêques des goulags pour galvaniser la Sainte Russie à faire face à l'invasion allemande. L'Eglise russe rentra alors dans le rang et alterna, selon les périodes, entre répression ou collaboration.

Après la seconde guerre mondiale, le monde orthodoxe se retrouva encore plus divisé : à la division ecclésiastique traditionnelle Moscou – Constantinople, s'ajoutait une division idéologique entre une Eglise russe accusée d'être inféodée aux communistes et un patriarcat œcuménique accusé d'être à la solde de la CIA¹⁷. Une guerre larvée commença alors entre les deux Patriarcats par concession d'autocéphalies interposées : à celles de Bulgarie, de Pologne, de Lettonie, d'Estonie, de Biélorussie et d'Ukraine répondirent celles de Tchécoslovaquie, de Chine, du Japon et d'Amérique, reconnues autocéphales par Moscou mais pas par Constantinople.

La fin de la guerre froide relança finalement une nouvelle période de tension entre les différentes Eglises orthodoxes : le démantèlement de l'URSS avait fait naître en effet de nouveaux Etats, qui bien qu'indépendants ou faisant partie de la CEI, virent leur Eglise rester sous la compétence juridictionnelle de la Russie. Cette situation réactiva par conséquent les processus sécessionnistes et nationalistes comme en Ukraine, en Biélorussie, en Géorgie et en Moldavie. Ce sentiment extrême s'est aussi retrouvé dans les Balkans lors de l'éclatement de la Yougoslavie, où les

¹⁶ En Russie, la victoire de la révolution bolchevique et la disparition de l'Empire russe ont involontairement conduit à une diffusion de l'orthodoxie en Europe occidentale et aux Etats-Unis et par voie de conséquence, à un morcellement encore plus important des communautés orthodoxes.

¹⁷ Le patriarche œcuménique Athénagoras avait été auparavant le patriarche de l'Eglise grecque d'Amérique.

antagonismes ancestraux entre croates, bosniaques et serbes ne doivent pas masquer le fait religieux.

1.2.3 L'intégrisme religieux, un autre facteur de division

En plus de l'opposition désormais séculaire entre les patriarchats de Moscou et de Constantinople, il existe un autre niveau de fracture au sein même des Eglises locales. Bien que maintenant déjà anciennes, ces querelles résultent le plus souvent de forces centrifuges, soit en réaction à une volonté de modernisation forcée des Eglises, soit en réaction à une volonté d'anéantissement pur et simple de l'Eglise en tant qu'institution.

En Grèce et en Roumanie, ce mouvement intégriste est connu sous le nom « d'anciens-calendaristes¹⁸ ». Ce mouvement trouve son origine dans le refus d'une partie du clergé et des fidèles grecs et roumains d'adopter (en 1923 pour la Grèce et en 1924 pour la Roumanie) la réforme du calendrier liturgique. En effet, jusqu'en 1582, la vie liturgique des Eglises chrétiennes était réglée sur le calendrier julien qui fut remplacé à cette date par le calendrier grégorien¹⁹. La raison invoquée pour justifier cette innovation était la plus grande précision astronomique²⁰. Néanmoins, les autorités orthodoxes réfutèrent ce calendrier non pas pour des questions scientifiques, mais surtout pour des questions théologiques et politiques²¹ : dès 1916 en effet, le premier ministre grec Eleutherios Venizelos tenta d'imposer une réforme de l'Eglise orthodoxe sur le modèle des Eglises protestantes. L'une des mesures-phares de cette modernisation fut d'imposer la réforme du calendrier. Il s'ensuivit un véritable schisme entre ce qu'il est convenu d'appeler « anciens-calendaristes » et « néo-calendaristes ».

En réalité, cette querelle comprenait d'autres aspects : l'opposition à un œcuménisme considéré comme une hérésie majeure, une opposition farouche à la franc-maçonnerie²² ainsi que le refus des évolutions liturgiques.

¹⁸ Ils se nomment eux-mêmes *gnêsioi orthodoxoi christianoi* (*G.O.Ch.*), c'est-à-dire « chrétiens orthodoxes authentiques » ou bien *enistamenoï*, « résistants ».

¹⁹ Instauré par le pape Grégoire XIII (1572-1585).

²⁰ Le calendrier julien comptait dans une année solaire, 365 jours et 6 heures, le calendrier grégorien compte 365 jours, 5 heures, 48 minutes et 46,08 secondes.

²¹ KITSIKIS Dimitri, « Les anciens-calendaristes depuis 1923 et la montée de l'intégrisme en Grèce », *Cahiers d'étude sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (*CEMOTI*), n° 17, janvier-juin 1994, pp 6-7.

²² Le patriarche Meletios Metaxakis, qui mit en scène cette réforme était acquis aux thèses de Venizelos. Il fut admis dans la loge maçonnique *Harrnonia*, n°44 d'Istanbul dès 1908.

Aujourd'hui, on estime que le nombre d'anciens-calendaristes représente en Grèce dix pour cent des pratiquants, sans compter les sympathisants qui sont restés dans l'Eglise officielle. Ce qui les caractérise, reste leur farouche opposition à l'œcuménisme, leur anti-catholicisme et l'anti-occidentalisme.

En Russie, la fracture vis-à-vis de l'Eglise officielle trouve une origine différente. L'Eglise des « vieux-croyants » est issue d'un schisme interne à l'Eglise orthodoxe datant de 1666. Ce mouvement a été persécuté aussi bien par les Tsars que par les autorités soviétiques et, même si ce chiffre est difficilement vérifiable, certaines estimations portent à quarante pour cent, le nombre de fidèles orthodoxes qui en Russie, se sentiraient proche des vieux-croyants. Cette Eglise archaïque est viscéralement russe, fondamentaliste et s'oppose avec force à l'œcuménisme, à tout dialogue inter religieux, tout en développant un très fort sentiment anti-catholique et antioccidental.

La période de compromission de l'Eglise russe avec le pouvoir soviétique a également conduit à la création d'un Eglise « des catacombes » mais dont l'audience est difficilement estimable aujourd'hui.

L'enracinement de ces mouvements au sein des sociétés grecque et russe mais aussi dans une moindre mesure, roumaine contribue à fractionner encore un peu plus le monde orthodoxe qui ne constitue décidément pas un bloc homogène.

1.2.4 Problématique de l'uniatisme.

L'uniatisme est aujourd'hui sans doute ce qui contribue à empêcher tout rapprochement entre les Eglises catholique et orthodoxe mais il est aussi et surtout, un phénomène qui divise l'Eglise orthodoxe elle-même.

L'Eglise uniate est en effet une Eglise de rite orthodoxe mais rattachée à Rome depuis le congrès de Brest-Litovsk (dans l'actuelle Biélorussie) en 1596. Les Eglises uniates se trouvent principalement en Ukraine mais aussi en Roumanie, en Bulgarie et en Biélorussie.

L'uniatisme est un phénomène qui divise car, si les uniates eux-mêmes ainsi que les catholiques considèrent que le retour de ces Eglises dans le giron de Rome s'est effectué selon une démarche volontaire, les Orthodoxes pensent évidemment le contraire. A observer l'uniatisme, d'autres enjeux apparaissent en filigrane dont les

plus importants sont sans aucun doute les aspects liés à la propriété (églises, monastères etc.) ainsi qu'aux finances.

En ce début de XXI^e siècle, le monde orthodoxe est donc toujours morcelé. Les rivalités nationales qui ont émergé au XIX^e siècle ont gagné les Eglises avec pour corollaire, l'affaiblissement du patriarcat œcuménique qui n'a plus d'autorité que sur les quelques milliers d'orthodoxes – souvent d'origine grecque mais de nationalité turque - et sur les vingt millions de membres de la diaspora grecque dans le monde. En outre, la rivalité entre les patriarcats de Constantinople et de Moscou reste d'actualité. Il faut ajouter qu'au sein même de certaines Eglises autocéphales, de graves dissensions existent. C'est particulièrement le cas en Grèce avec les « anciens calendaristes » et en Russie avec les « Vieux croyants » mais également en Ukraine où trois Eglises orthodoxes coexistent délicatement²³, en plus de l'Eglise uniaste. Néanmoins, ce qui caractérise encore de nos jours les Eglises orthodoxes reste une trop grande proximité avec des pouvoirs politiques souvent autoritaires qui les a conduites à se disqualifier durablement aux yeux des opinions occidentales.

²³ BLOT Jean-Marc, *Le facteur religieux dans les relations de la Russie post-soviétique avec son étranger proche*, Université de Paris I, Département de sciences politiques, DEA de relations internationales (Thèse), année universitaire 1996-1997, p 90.

2^e PARTIE

ORTHODOXIE ET IDEOLOGIES

Bien que fragmenté, le monde orthodoxe n'en est pour autant pas moins parcouru par certaines constantes idéologiques. Sans considérer cette religion comme une idéologie, nous allons cependant voir quels sont les traits sociologiques, culturels et culturels qui ont contribué à façonner, de manière inconsciente, la pensée religieuse orthodoxe et montrer comment celle-ci a donné lieu à une idéologie religieuse spécifique, généralement opposée à la culture occidentale et dont la permanence peut encore se mesurer de nos jours.

2.1 *Ethnicité, nationalisme et anti-occidentalisme*

Même si aujourd'hui, à la faveur de la révolution russe et de la diaspora grecque, le monde orthodoxe s'est désenclavé de son bassin géographique originel, la religion orthodoxe reste particulièrement corrélée aux mondes slave et hellénique et dans une moindre mesure, à l'identité roumaine. Cette particularité fait de l'Eglise orthodoxe une entité qui épouse parfaitement les concepts idéologiques propres à ces civilisations qui se définissent notamment, par leur opposition séculaire à l'occident.

2.1.1 Monde gréco-byzantin

La Grèce et le monde hellénique ont joué un rôle particulier dans l'édification du monde orthodoxe. En effet, le monde byzantin qui a donné naissance à l'Eglise orthodoxe est profondément marqué par une culture grecque et hellénistique.

Cependant, on sous-estime le ressentiment orthodoxe à l'égard de l'occident et du catholicisme romain. Nous l'avons déjà dit, le sac de Constantinople par les armées croisées en 1204 a cristallisé la défiance voire, la haine et une rancune tenace contre l'Occident. François Thual rapporte même qu'à la fin de l'Empire Byzantin, alors que les armées ottomanes s'apprêtaient à s'emparer de l'empire moribond, une opinion commune consistait à préférer encore « le turban plutôt que la mitre latine »²⁴. Dès lors, on comprend mieux encore que l'orthodoxie s'est bel et bien construite contre l'Occident.

²⁴ THUAL François, *Géopolitique de l'orthodoxie*, Paris ; Dunod, 1993, p 26.

Aujourd'hui, on pourrait objecter que la Grèce fait partie de l'Union européenne depuis maintenant plus de vingt cinq ans et que son ancrage à l'Occident ne fait aucun doute. De plus, il est communément admis que la Grèce est la matrice de notre culture et de notre civilisation occidentales. Ces faits sont incontestables mais conduisent cependant à surestimer le tropisme grec à l'égard de l'Occident.

Selon Dimitri Kitsikis²⁵, il en va en effet tout autrement. Dans ses nombreux ouvrages²⁶, il démontre que la Grèce n'est pas « le plus oriental des pays occidentaux » mais au contraire, « le plus occidental des pays orientaux ». D'après lui, deux tendances profondément antagonistes s'affrontent depuis toujours au sein du monde hellénique : un parti « occidental » contre un parti « oriental ». La doctrine du parti oriental est l'« hellénoturquisme » qui exprime depuis le XV^e siècle, la préférence pour l'élément turc face à l'ennemi absolu que représente l'Occident. Pendant longtemps, le parti oriental a dominé la culture et les esprits de l'élite qu'étaient les Phanariotes. Ceci explique en partie la bienveillance de ces derniers vis-à-vis de l'Empire ottoman et sans doute aussi, que le patriarcat se soit farouchement opposé à l'émancipation grecque au début du XIX^e siècle²⁷.

L'échec russe à reconstituer un empire « satellite » à base ethnico-religieuse grecque orthodoxe contribua cependant à l'émergence d'une nouvelle idéologie, « l'hellénisme », qui concrétise la vocation grecque à dominer un monde gréco-orthodoxe débordant sur les Balkans. Toutefois, l'indépendance de la Grèce et les frictions qui ont suivi avec les nationalismes émergents en Bulgarie et en Serbie ont finalement réduit l'hellénisme à la « grécité », idéologie du repli sur soi et de la territorialisation autour d'un pôle ethnique authentiquement grec²⁸.

A partir du début du XX^e siècle et surtout à partir de la première guerre mondiale, les partis occidental et oriental ont successivement occupé en Grèce, la première place

²⁵ Historien et poète grec, professeur émérite, membre de la société royale du Canada, directeur de *La Région intermédiaire*, revue trimestrielle grecque.

²⁶ KITSIKIS Dimitri, *Syggkritikê Historia Hellados kai Tourkias ston 20o aiôna*, [Histoire comparée de la Grèce et de la Turquie au XX^e siècle], Athènes ; Hestia, 1978 (2^e édition, mise à jour, 1990); *Historia tou hellênotourkikou chôrou*, 1928-1973, [Histoire de l'espace gréco-turc, 1928-1973], Athènes ; Hestia, 1981; *Historiatés Othomankês Autokratorias*, [Histoire de l'Empire ottoman], Athènes, Hestia 1988 ; *Hê tritê ideologia kai hê Orthodoxyia*, [La troisième idéologie et l'Orthodoxie], Athènes ; Akritas, 1990 ; *Grande Idée et hellénoturquisme*. Essai d'interprétation nouvelle de l'histoire néo-grecque, pp. 95-111, in Actes du 2^e Congrès international des Etudes du Sud-Est européen, Athènes, Association internationale des Etudes du Sud-Est européen, 1978, tome 111.

²⁷ Pour le patriarcat, cette émancipation pouvait, à la rigueur, se concevoir dans le cadre d'un « nouvel Empire byzantin » sous protectorat russe, tel que l'avait envisagé l'impératrice Catherine II (1729 – 1796) et que semblait promettre le traité de Kutchuk-Kaïnardji (1774) qui reconnaissait officiellement le rôle protecteur de l'Empire russe sur les minorités orthodoxes de l'Empire ottoman.

²⁸ THUAL François, *Le douaire de Byzance : Territoires et identités de l'Orthodoxie*, Paris ; Ellipses, 1998, pp 27 – 35.

politique. Aussi, il en a résulté à la fois, certes l'entrée de la Grèce dans l'OTAN et l'Union européenne, mais aussi une crispation marquée vis-à-vis des catholiques et de l'occident ainsi que de tous les voisins non-Grecs et non-orthodoxes. L'apogée de cette tendance fut sans doute atteinte, lors de la « Troisième civilisation hellénique » formulée par le dictateur Metaxas²⁹ (1871 – 1941).

Aujourd'hui encore, les clercs grecs orthodoxes comme de nombreux laïcs n'échappent pas à cette tendance antioccidentale et en somme, anti-européenne. Pour preuve, l'auditoire croissant des anciens-calendaristes et la diffusion de leurs thèses au sein même de l'Eglise « officielle » comme l'a montré par exemple en 1993, la violente polémique³⁰ née de la décision de l'Union européenne d'imposer au gouvernement grec, le retrait de la mention de la religion d'appartenance, sur les cartes nationales d'identité.

2.1.2 Monde slavo-orthodoxe

Parmi les slaves orthodoxes, les Russes sont indéniablement ceux qui ont joué le plus grand rôle dans l'histoire de cette religion. Nulle part ailleurs dans le monde orthodoxe, l'Eglise n'a eu de plus grande influence sur les consciences collectives, du peuple comme des élites, au point de faire se confondre idéologies religieuses et politiques. Même si l'Eglise a aujourd'hui perdu de son influence, le renouveau religieux en Russie semble s'accompagner du retour des mêmes vieilles rancunes à l'égard de l'Occident.

²⁹ Ioannis Metaxas fut premier ministre de la Grèce dès 1936. Il devint dictateur de fait et promut une idéologie fasciste inspirée du fascisme italien mais auquel il finit cependant par se heurter au cours de la seconde guerre mondiale.

³⁰ Encyclique n° 2548 du Saint Synode de l'Eglise (officielle) de Grèce, Athènes, le 1^{er} avril 1993, lettre d'accompagnement n° 1087. Adressée au "peuple dévot orthodoxe grec" et lue dans toutes les églises néo-calendaristes du pays. L'encyclique porte les 14 signatures des membres du Saint Synode de l'Eglise officielle et de son président, l'archevêque d'Athènes et de Grèce Serapheim.

Il y est dit : « L'Eglise de Grèce, en tant que mère nourricière de la race des Grecs, a perçu à temps le danger pour l'unité de notre nation, provenant de la manie de nos divers ennemis intérieurs et extérieurs d'exposer à qui veut les entendre la prétendue aliénation de notre peuple, qui dernièrement, paraît-il, aurait cessé de croire au couple indissoluble de l'hellénisme et de l'orthodoxie. Cet argument superficiel, nos divers ennemis ont essayé de le rendre plausible à l'occasion de la parution des nouvelles cartes d'identité électroniques. Ces divers milieux, dont les centres de décision se trouvent parmi les puissants groupements des religions étrangères et des hétérodoxes d'Europe et d'Amérique, poursuivent cette fois l'objectif de faire abolir la mention de la religion sur les nouvelles cartes d'identité en préparation, en arguant de considérations juridiques, pour la protection des minorités religieuses, qui seraient prétendument menacées par la mention obligatoire de l'appartenance religieuse. L'Eglise de Grèce [...] a appelé l'Etat à ne pas céder à ces pressions et à ne pas se soumettre au chantage [...]. Le Saint Synode [...] sonne l'alarme pour l'ensemble de la nation, insiste maternellement et appelle tous les Grecs, tous ses vrais enfants, à donner une leçon aux fossoyeurs présomptifs de notre unité [...]. Il faut donc faire échouer les plans des serpents qui essayent, avec le venin de leur haine inextinguible pour tout ce qui est grec orthodoxe, de réussir une nouvelle conquête de la Grèce, mais cette fois pacifique, sans verser de sang et sans combat ».

Deux grands thèmes alimentent donc l'idéologie religieuse russe : en premier lieu, l'Eglise orthodoxe russe se voit à la fois comme l'héritière de Byzance, puisqu'elle a reçu la foi des byzantins, mais aussi comme la dépositaire de la « Vraie foi » depuis la chute de Constantinople. En second lieu, l'Eglise nourrit un fort sentiment anti-catholique et par ricochet, antioccidental. Le thème du complot est une donnée ancienne qui trouve son origine dans la perception de l'Eglise catholique, accusée d'hérésie et soupçonnée d'avoir juré la perte de la troisième Rome. Ce sentiment a été nourri à l'égard des Polonais puis de l'Empire austro-hongrois quand celui-ci s'est érigé au XIX^e siècle, en champion du catholicisme.

L'Eglise se donne ainsi une triple mission : conserver la foi orthodoxe jusqu'à la fin des temps, l'étendre aux quatre coins du monde³¹ et surtout lutter contre les hérétiques au premier rang desquels se trouvent les catholiques et les Etats qui les soutiennent.

Pourtant, ces thèmes ne sont pas le fruit d'une idéologie religieuse à proprement parler. Ils trouvent plutôt leur origine dans l'inconscient collectif russe et sont la prolongation des réflexes collectifs de protection face à l'envahisseur, la guerre, les crispations et les terreurs de l'époque médiévale. Ils sont donc anonymes, diffus, s'insinuant progressivement à l'échelle du temps dans les mentalités des élites comme du peuple³². Surtout, leur absence de codification, leur anonymat, leur confèrent une dimension eschatologique, une permanence et un caractère intrinsèque à l'Âme russe. On ne s'étonnera donc pas de constater que ces thèmes seront prégnants, comme facteurs géopolitiques interne comme externe, dans la doctrine de l'Empire russe et bien au-delà, lors du renouveau de la religiosité orthodoxe après l'effondrement de l'URSS, aussi bien dans l'Eglise officielle³³ que chez les vieux-croyants.

³¹ La dimension messianique de l'Eglise orthodoxe russe, combinée au panslavisme, innovera la politique de la Russie au point que celle-ci promouvra l'orthodoxie sur le plan interne, dans la phase de *reconquista* face aux Mongols, mais aussi sur le plan externe en l'exportant hors de son bassin géographique d'origine comme en Extrême-Orient (Corée, Japon, Sibérie etc.) ou en la soutenant, comme dans le Caucase face aux musulmans ou dans les Balkans face aux catholiques.

³² THUAL François, *Géopolitique de l'orthodoxie*, op. cit. p 27.

³³ Il existe en effet au sein même de l'Eglise officielle, une tendance orthodoxe autocrate qui revendique un esprit clairement nationaliste. Elle considère en particulier que « l'Eglise orthodoxe est la conscience collective du peuple russe », que « l'homme russe est orthodoxe et l'orthodoxe est russe » ou encore que les occidentalistes méritent l'appellation de *tchoujébésié* c'est-à-dire en « état de possession démoniaque ». BEAUVISAGE Laurence, *La croix et la faucille : la religion à l'épreuve du post-communisme*, Paris ; Bayard Editions, 1999, pp 175 – 176.

En dépit d'une courte histoire en tant qu'Etat souverain, la Serbie a connu – et connaît encore – à plus d'un titre, la tentation ultranationaliste. Celle-ci s'est définie de manière classique à la fois contre l'Occident et les catholiques, contre les musulmans mais aussi contre d'autres Slaves orthodoxes ou non, tels que Bulgares et Croates. Son expression la plus aboutie est le « Grand Projet » (*Natchertanje*) qui fait implicitement référence de manière quasi-mystique à l'empire de Dusan qui contrôlait au XIV^e siècle les Balkans et le nord de la Grèce actuelle. L'empire de Dusan était un empire multinational mais orthodoxe, sous domination serbe. Cette référence est d'autant plus significative que cet empire était à l'époque, la seule expression d'une orthodoxie libre, Constantinople étant sous domination ottomane tandis que la Russie était sous celle des Mongols. Le *Natchertanje* s'est donc défini en tant qu'idéal mystique à la fois comme une émanation du pan-orthodoxisme mais aussi du pan-yougoslavisme (union des slaves du sud), envisagé sous l'angle d'une domination serbe bien sûr.

Les guerres de Bosnie et du Kosovo ont consacré l'échec probablement définitif du *Natchertanje* mais il ne faut pas en sous-estimer l'aspect religieux, en dépit de la dénégation des classes politiques et opinions occidentales, acquises au laïcisme et peu enclines à admettre qu'un conflit puisse encore se dérouler au XXI^e siècle en Europe, pour des considérations religieuses.

Il faut souligner qu'au cours du conflit bosniaque, l'Eglise serbe s'est montrée une alliée inconditionnelle des Serbes de Bosnie, y compris lorsque ceux-ci se sont brouillés avec le pouvoir serbe de Belgrade, lors des négociations de l'accord de Dayton³⁴. L'Eglise a d'ailleurs été la seule institution serbe à s'opposer radicalement à ces accords³⁵. Le conflit bosniaque a aussi été l'occasion pour l'Eglise serbe de rappeler que l'ennemi numéro un reste l'Eglise catholique, abusivement assimilée encore une fois à l'Occident dans son ensemble : l'empressement du Vatican à reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ont conforté les milieux orthodoxes dans l'idée que la Yougoslavie et les Serbes en particulier étaient victimes d'un complot de l'Occident, animé par l'Eglise catholique et soutenu par

³⁴ Le 21 novembre 1995, les belligérants signent à Dayton (États-Unis) un traité de paix afin d'arrêter les combats. Les accords de Dayton partagèrent la Bosnie-Herzégovine en deux entités : La Fédération de Bosnie et Herzégovine (51 % du territoire et 70 % de la population) et la République serbe de Bosnie (49 % du territoire et 25 % de la population).

³⁵ « L'Eglise ne peut accepter sans réserve une paix qui, à plus d'un titre, est basée sur une injustice ». Déclaration du métropolite Amfilohije dans un entretien avec l'hebdomadaire belgradois NIN. Le Saint-Synode de l'Eglise serbe a quant à lui accusé le président serbe Milosevic de présenter les accords de paix de Dayton « comme une victoire de la justice alors qu'il s'agit d'une défaite sans précédent du peuple serbe ». Cité par l'AFP le 23 décembre 1995.

l'islam³⁶. Il est vrai que le soutien de la hiérarchie catholique à une Eglise catholique croate accusée d'avoir soutenu le régime pronazi d'Ante Pavelic au cours de la seconde mondiale, l'hommage appuyé de Jean-Paul II, lors de sa visite à Zagreb en 1996, à la mémoire de Mgr Stepinac³⁷, la proposition faite par le doyen de l'Institut catholique de Zagreb en 1993, de créer une Eglise orthodoxe de Croatie³⁸ n'ont pas contribué à apaiser les tensions. La guerre au Kosovo en 1999 a sanctuarisé les positions de l'Eglise orthodoxe serbe et seule la défaite définitive de la politique belliciste de Belgrade à conduit l'Eglise serbe à se positionner sur une voie qui privilégie désormais, la concertation et le jeu des institutions internationales. Toutefois, l'Eglise n'a pas renoncé à défendre les intérêts Serbes qui confondent donc toujours ethnicité et religion. Ainsi, l'Eglise se déclare toujours farouchement opposée à une indépendance du Kosovo, comme l'a rappelé le Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe serbe, en réaction aux propositions du représentant de l'ONU, M. Ahtisaari³⁹.

L'Ukraine constitue dans le monde orthodoxe, un cas particulier dans la mesure où ce pays cristallise tous les antagonismes géo-religieux propres à l'orthodoxie. En effet, l'Ukraine est au carrefour de plusieurs oppositions : lutte séculaire Moscou – Constantinople, confrontation Orient – Occident, attisée par celle de l'orthodoxie et du catholicisme et enfin, problématique de la définition de l'identité ukrainienne. Ainsi, il existe en Ukraine trois Eglises orthodoxes en plus de l'Eglise gréco-catholique⁴⁰. Contrairement à la Russie ou à la Grèce, « l'identité ukrainienne n'a pas de référent confessionnel précis »⁴¹ si bien que ces quatre Eglises peuvent se prévaloir de la légitimité nationale ukrainienne. Il est d'ailleurs intéressant de constater que ces Eglises qui s'opposent les unes aux autres, sont toutes porteuses

³⁶ L'évêque Atanasije Jevtic déclare lors au congrès orthodoxe de Montgéron, le 11 juin 1994 : « [L'Occident] se comporte en exécuteur testamentaire du Kominterm dont l'un des objectifs était le morcellement du peuple serbe et l'anéantissement de son Eglise ».

³⁷ Le cardinal Alojze Stepinac, chef de l'Eglise catholique croate à l'époque du régime pronazi d'Ante Pavelic fut condamné sous Tito, à seize ans de travaux forcés pour collaboration avec les nazis.

³⁸ Une telle Eglise avait déjà été créée en 1942 sous le régime d'Ante Pavelic.

³⁹ « Le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe serbe fait appel [...] aux responsables qui régissent la communauté internationale à dissuader monsieur Ahtisaari dans sa néfaste intention [...] d'arracher à la Serbie [...], la partie la plus précieuse de son territoire. On ne construit pas un avenir paisible sur le droit du plus fort et sous le dictat de la force, mais en respectant les principes que tout le monde a le droit à la même dignité et à la même justice. Nous savons que « la force ne prie pas Dieu, mais aussi que Dieu n'aime pas la force ». ».

⁴⁰ UPC-MP, Eglise orthodoxe ukrainienne rattachée au patriarcat de Moscou, UPC-KP, Eglise orthodoxe ukrainienne rattachée au patriarcat de Kiev, UAPC, Eglise orthodoxe ukrainienne autocéphale et enfin, Eglise gréco-catholique ukrainienne, qui est uniate et reconnaît donc l'autorité de Rome.

⁴¹ LEPESANT Gilles (dir.), *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*, Paris ; CNRS Editions, 2005.

d'un projet qui épouse les référents géopolitiques des communautés religieuses constitutives de la nation ukrainienne. Les principaux points de friction concernent l'Etat et l'orientation géopolitique du pays : l'Etat doit-il se définir à partir de caractères territoriaux, linguistiques ou ethniques ou bien sur la base de la multinationalité⁴² instaurée par l'ancien régime soviétique ? Sur le plan géopolitique, doit-on établir une proximité avec l'Union européenne ou bien se rapprocher de la Russie ?

L'histoire de l'Ukraine et des trois Eglises orthodoxes explique bien les clivages autour du projet de l'avenir du pays : d'un côté de l'échiquier, on trouve l'UPC-MP. Cette Eglise regroupe principalement Russes et Ukrainiens russophones et prêche un rapprochement avec le patriarcat de Moscou et la Russie. A l'opposé, on trouve l'UPC-KP née en 1991 de la volonté du nouvel Etat de constituer une véritable Eglise nationale, indépendante sur le plan ecclésial du patriarcat de Moscou. Cette dernière regroupe les populations plutôt occidentales du pays, pro-occidentales et favorables à une adhésion rapide à l'Union européenne. Entre les deux précédentes, l'UAPC, héritière de l'Eglise autocéphale née avec la première indépendance ukrainienne (1917-1921) joue son existence. Pour survivre, elle s'est récemment rapprochée des Eglises ukrainiennes de la diaspora et du patriarcat de Constantinople⁴³. La « Révolution orange » fin 2004, a parfaitement illustré les antagonismes de la société ukrainienne. Toutefois, même si les Eglises n'ont probablement pas joué un rôle très important au cours de ces événements, il n'en demeure pas moins que la perméabilité des doctrines et du sentiment national, qu'il s'inscrive dans une dynamique pro-occidentale ou pro-russe, a contribué – et contribue encore certainement - à figer de manière indirecte les deux camps.

Pour être exhaustif, il faudrait sans doute encore étudier ce qui différencie des pays précédents, d'autres pays slaves tels que la Biélorussie, la Bulgarie et la Macédoine ou encore, un pays non slave tel que la Roumanie. Toutefois, nous ne ferions que mettre encore en évidence l'aspect profondément anti-catholique et par ricochet, antioccidental des doctrines orthodoxes « locales », qui restent profondément ancrées dans les mentalités, sans que personne ne sache plus trop ce qui les motive

⁴² 90 % de la population ukrainienne se répartit en trois principaux groupes linguistiques et culturels : Ukrainiens ukrainophones (40%), Ukrainiens russophones (30 à 35 %) et Russes russophones (20 %).

⁴³ Jusqu'en 1686, le patriarcat de Kiev dépendait de Constantinople. L'occasion était trop belle pour cette dernière de revenir dans le « jeu » à la faveur des déchirures ukrainiennes.

réellement. Toutefois, l'Eglise Macédonienne fait figure d'exception quant à ses rapports avec l'Occident, mais elle est précisément la seule Eglise orthodoxe nationale à n'être reconnue par aucune autre. Elle n'a donc que peu de poids.

2.2 Un rapport ambivalent à la politique

Par construction, les Eglises orthodoxes entretiennent des relations paradoxales avec les pouvoirs politiques. La confusion qu'elles ont entretenue – volontairement ou non – avec certaines idéologies politiques, a contribué à les discréditer durablement aux yeux des pays occidentaux.

2.2.1 L'Eglise et l'Etat – l'exemple de la Russie

La mémoire des trois premiers siècles de notre ère, où l'Eglise naissante se trouvait persécutée, reste très forte dans l'orthodoxie. La « conversion » de l'empereur Constantin au début du IV^e siècle, l'avènement progressif de l'Eglise comme religion d'Etat furent ressentis par les chrétiens comme le miracle des derniers temps. Désormais la vision politique de l'Orient n'est nullement, comme chez saint Augustin, celle de « deux cités » adverses, la cité de Dieu et la cité du monde, mais la conception d'une « symphonie » de l'autorité spirituelle et du pouvoir temporel, tous deux voulus par Dieu, sans que l'un ne l'emporte sur l'autre⁴⁴. Toutefois, même si les clercs avaient acquis un droit d'intercession et de remontrance, le primat de l'Eglise se trouvait en réalité *de facto* entre les mains de l'empereur. A partir du XVII^e siècle en Russie, les réformes maladroites que le patriarche Nikon impose à l'Eglise, font que la contestation ne peut plus s'exprimer que dans la rébellion et le schisme. C'est ce moment que le Tsar Pierre 1^{er} choisit pour briser définitivement la puissance économique, politique et religieuse de l'Eglise, en la transformant en un simple secteur de l'Etat. Pour cela il supprime le patriarcat et le remplace par un Saint-Synode, sorte de structure d'inspiration protestante, sous l'autorité d'un haut fonctionnaire laïc⁴⁵. Paradoxalement, la domestication de l'Eglise par l'Etat conduisit à une sorte de confusion, si bien que l'Etat finit par récupérer le message idéologique de l'Eglise. L'histoire de

⁴⁴ CLEMENT Olivier, *Eglise orthodoxe et politique*, GEOPOLITIQUE, n° 47, automne 1994, p 19.

⁴⁵ THUAL François, *Géopolitique de l'orthodoxie*, op. cit. pp 22-23.

l'expansion territoriale russe des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles, illustre à merveille la permanence du référent géo-politico-religieux de l'Empire : même si l'aspect religieux n'est pas nécessairement le moteur de l'expansionnisme russe⁴⁶, il faut reconnaître que le facteur religieux a très souvent servi de mobile et de justification aux conquêtes⁴⁷.

Au milieu du XIXe siècle, intervient alors un grand débat d'idées sur le devenir du pays. Les occidentalistes s'opposent aux slavophiles qui promeuvent une résurgence du messianisme russe mais tourné vers l'intérieur. Il s'agissait alors de mettre en avant la spécificité de l'histoire et du caractère russes et affirmer que ceux-ci découlaient de la fidélité à la foi orthodoxe que le peuple avait acquise depuis huit cents ans. Pour eux, seul un retour au passé, aux sources de l'Âme russe débarrassée des scories de l'Occident permettrait un renouveau de la vocation messianique et universelle de la Russie. Même si cette question n'a finalement pas été tranchée, on constate à nouveau l'influence que le facteur religieux pouvait avoir sur les débats d'idées et comment il s'inscrivait, dans une filiation totalement assumée avec l'orthodoxisme originel, dans le rejet de l'occident et d'un modernisme jugé corrompueur.

La révolution bolchevique va d'abord amener les responsables de l'Eglise à s'opposer au nouveau pouvoir⁴⁸. Ensuite, la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1918 qui vise à supprimer toute base légale à l'activité de l'Eglise, marque le début des persécutions⁴⁹. Face à l'ampleur de la répression et afin de sauver ce qui pouvait l'être, le patriarche Tikhon orienta à partir de 1923, son Eglise sur la voie d'une loyauté soumise envers l'Etat⁵⁰. De même en 1927, le métropolite Serge fit une véritable déclaration d'allégeance au gouvernement soviétique⁵¹, même si la contrepartie s'avéra maigre ; les persécutions ne cessant pas pour autant. Plus tard, en 1941 au moment de l'invasion allemande, il adressa même une lettre pastorale

⁴⁶ La recherche du désenclavement et la concurrence de plus en plus âpre avec les Empires austro-hongrois et britanniques, ne doivent pas être négligés.

⁴⁷ Il en est ainsi de la défense des Géorgiens ou Arméniens orthodoxes dans le Caucase, des orthodoxes roumains, bulgares, grecs, serbes face à l'Empire ottoman en perte de vitesse ou encore de la lutte contre les Musulmans dans le Caucase et en Crimée ou plus surprenant, de la puissance de l'idéologie russo-orthodoxe dans la lutte contre l'envahisseur qu'était Napoléon, décrit comme la « bête de l'apocalypse ».

⁴⁸ Le patriarche Tikhon lance alors un anathème contre « les ennemis déclarés ou clandestins de la vérité du Christ »
⁴⁹ On estime que dans l'entre-deux guerres les persécutions ont coûté la vie à 600 évêques (95 % du total) et 40.000 prêtres (80 à 85 % du total), BEAUVISAGE Laurence, op. cit. p 26.

⁵⁰ Le patriarche Tikhon s'est par exemple toujours refusé à donner sa bénédiction aux armées russes blanches.

⁵¹ « Nous devons prouver par nos paroles et par nos actes que les orthodoxes peuvent être de fidèles citoyens de l'Union soviétique [...] Nous souhaitons être orthodoxes et en même temps reconnaître l'Union soviétique pour notre patrie civile, dont les joies et les succès seront nos joies et nos succès, et les échecs nos échecs ».

invitant les fidèles à défendre « les frontières sacrées de la Patrie »⁵². La seconde guerre mondiale marqua d'ailleurs un tournant dans la politique religieuse soviétique. En effet si la finalité était bien d'annihiler la religion, la *realpolitik* n'excluait nullement d'en utiliser les ressorts, quitte à faire momentanément preuve de tolérance. Ainsi le pouvoir soviétique sut habilement flatter les préventions antioccidentales et anticatholiques de l'Eglise.

Toutefois, cette volonté de se préserver a finalement conduit l'Eglise à se déshonorer dans la compromission vis-à-vis du régime, en niant non seulement les déportations d'opposants politiques dans les goulags soviétiques mais aussi les persécutions religieuses dont elle fût elle-même la victime⁵³.

2.2.2 Le mariage de l'Eglise et de la politique – pour le meilleur et pour le pire

L'alliance de l'Eglise orthodoxe et du Kremlin est l'un des piliers de la nouvelle Russie. Le rapprochement entre l'Eglise et l'Etat avait commencé avec la *perestroïka* mais aucun chef d'Etat n'avait encore essayé de se concilier l'Eglise, comme le fait aujourd'hui le nouveau pouvoir russe. Déjà, en 1999, le patriarche Alexis II avait assisté à la passation de pouvoir entre Boris Eltsine et Vladimir Poutine puis, avait béni le nouveau maître du Kremlin, ce qui constituait déjà en soi un évènement incroyable, huit ans seulement après la fin de l'URSS. Quelques mois plus tard, l'élection de Vladimir Poutine à la présidence de la république donnait lieu à une messe d'action de grâces. Il se trouve que le renouvellement de l'alliance entre l'Etat russe et l'Eglise répond à une nécessité commune. Dépossédé de ses biens ecclésiastiques sous le régime soviétique, l'Eglise a besoin de l'Etat pour recouvrer l'essentiel de son patrimoine mais aussi, pour obtenir des avantages fiscaux, développer ses œuvres sociales et accroître son influence dans la société en réinvestissant le champ de l'éducation, des forces armées etc⁵⁴. L'Etat y trouve aussi tout naturellement son compte : s'allier à l'Eglise, c'est bénéficier de son prestige moral auprès des citoyens, c'est aussi légitimer le nouveau pouvoir en instaurant une

⁵² « Notre Eglise orthodoxe a toujours partagé le sort de son peuple. Elle a souffert avec lui dans les épreuves et était consolée par ses succès. Aujourd'hui non plus, elle n'abandonnera pas son peuple. Elle donne sa bénédiction céleste au sacrifice présent de toute la nation ... Que Dieu nous accorde la Victoire ».

⁵³ « Quelque mal qui se produise dans les coins les plus reculés de la planète, l'Eglise russe exprime toujours son émotion, mais le mal survient-il à l'intérieur du pays, elle n'a jamais rien à en dire. » SOLJENITSYNE Alexandre cité par BEAUVISAGE Laurence, op. cit. p 34.

⁵⁴ MILETITCH Nicolas, « Le Kremlin et le patriarcat – Pouvoir et orthodoxie dans la Russie de Vladimir Poutine », *Revue des deux mondes*, mars 2005.

certaine continuité avec l'« age d'or » d'un empire russe révolu. Ainsi, l'Eglise bénéficie d'un soutien total de l'Etat : depuis 1998, 13.000 églises et 500 monastères ont été restitués, les grandes manifestations religieuses bénéficient d'aides financières substantielles de la part des autorités fédérales ou régionales, des restaurations ou constructions d'églises sont financées sur les deniers publics et en guise de dot, l'Etat offre aussi à l'Eglise, la possibilité d'enseigner dans les écoles publiques « Les fondements de la culture orthodoxe », de rétablir les aumôneries militaires, d'intervenir dans les prisons, de rétablir des lieux de culte orthodoxe dans les ambassades etc. Plusieurs accords ont aussi été signés avec la police, le FSB (ex-KGB) et le ministère de la justice.

Mais l'Etat ne se contente pas de favoriser l'Eglise dans la société, il la soutient également sur la scène internationale : lorsqu'en 2002, le Vatican annonce la création en Russie de quatre diocèses catholiques, l'Etat intervient auprès du Vatican pour le faire renoncer à son projet. Un député va même jusqu'à proposer à la Douma de légiférer en vue d'interdire l'Eglise catholique en Russie⁵⁵. Alors que le président de la commission des Affaires étrangères de la Douma s'indigne de « l'expansion catholique qui menace les intérêts nationaux de la Russie », le Kremlin réagira en expulsant en quelques mois, cinq prêtres catholiques. Lorsque le gouvernement estonien refuse de reconnaître l'exarchat⁵⁶ russe dans son pays, Moscou le menace de rétorsions commerciales. Enfin, sur le plan législatif, la « Loi sur la liberté de conscience et sur les associations religieuses » du 19 septembre 1997 est suffisamment floue pour permettre toutes les interprétations dans un sens favorable à l'Eglise orthodoxe. L'Eglise orthodoxe s'est d'ailleurs félicitée de l'adoption d'une telle loi⁵⁷.

⁵⁵ Ce projet du député pro-Kremlin Viktor Alksnis n'obtiendra « que » 165 voix sur les 226 nécessaires pour faire adopter le projet (sur un total de 450 voix). Seulement 37 députés ont voté contre.

⁵⁶ Voir Lexique.

⁵⁷ Cette loi « régleme, dans le domaine des droits de l'homme et du citoyen, le droit relatif à la liberté de conscience et à la liberté de pratique religieuse, ainsi que la position juridique des associations religieuses » (chap. I - art. 1). Ce texte est considéré comme particulièrement ambigu par les défenseurs des libertés religieuses. L'Article 4, chapitre I, précise par exemple que l'Etat russe est un Etat laïque, ce que ne semble pas corroborer le favoritisme de celui-ci à l'égard de la seule religion orthodoxe. La loi reflète véritablement la volonté de nuire aux religions qualifiées « d'étrangères » (chap. II, art. 13) et le catholicisme semble particulièrement visé. Tout en favorisant sans aucun complexe, la religion orthodoxe. Lors de l'adoption de la loi, le patriarche Alexis II a déclaré que celle-ci était destinée à « mettre de l'ordre dans l'activité des missionnaires étrangers qui inondent la Russie ».

De son côté, l'Eglise n'est pas en reste. Le patriarche Alexis II estime, à juste titre, que les relations avec l'Etat sont excellentes⁵⁸, et ne lui ménage pas son soutien : lorsque le président Poutine annonce son intention de créer en Russie, sept grandes régions, le projet est critiqué par tout le monde, hormis par le patriarcat⁵⁹. Mieux encore, lors de la deuxième guerre de Tchétchénie, le soutien du patriarcat est inconditionnel⁶⁰. Epousant parfaitement les grandes lignes de la politique étrangère russe, Alexis II s'est aussi montré un fidèle défenseur de la cause slavo-orthodoxe en critiquant l'action de l'OTAN face à la Serbie dans les années quatre-vingt dix et en prenant délibérément partie en 2004, pour Viktor Ianoukovitch, l'ex-président ukrainien pro-russe, écarté du pouvoir lors de la Révolution orange.

En dépit des dénégations du patriarche Alexis II⁶¹, il semble bien que l'Eglise russe se comporte désormais comme une Eglise d'Etat. Certes, elle n'intervient pas directement dans la politique mais semble bien décidée à saisir toutes les opportunités qui pourraient lui permettre d'asseoir son emprise sur la société et ainsi écarter, de potentielles rivales (Eglise catholique et missions protestantes en tête). Sur le plan extérieur, l'Eglise se présente comme par le passé, en garante de l'unité des orthodoxes et des slaves, ce qui explique ses prises de positions favorables aux régimes Serbes ou pro-russe en Ukraine. Ce faisant, elle donne l'impression de renouer avec les vieux démons du nationalisme russe et slavo-orthodoxe ainsi que de promouvoir une idéologie empreinte des vieux relents d'antioccidentalisme.

Les autres Eglises orthodoxes vivent des rapports similaires au pouvoir politique : au cours de guerre de Bosnie, le soutien inconditionnel de l'Eglise serbe au *leader*

⁵⁸ « L'état des relations entre l'Eglise et l'Etat est proche de l'optimum » estime le patriarche Alexis II dans une interview donnée en 2003 à l'hebdomadaire moscovite *Itogui*.

⁵⁹ « Tout cela se fait au nom de l'unité de la Russie » déclare le patriarche.

⁶⁰ « J'ai la certitude que nous avons affaire au terrorisme international. Il faut poursuivre la guerre sinon, nous ne pourrions pas vivre en paix. » déclaration du patriarche Alexis II lors d'une cérémonie à la mémoire des morts en Tchétchénie, 2000. Face aux critiques du Conseil de l'Europe qui s'indigne des exactions en Tchétchénie, il reproche aux occidentaux de pratiquer une politique de « deux poids, deux mesures ». En 2001, il félicite à l'issue de la célébration pascalle, le travail des forces de sécurité fait sur place.

⁶¹ « De temps en temps, on entend dire que l'Eglise orthodoxe russe veut être une Eglise d'Etat. C'est absolument faux. [...] Dans la Russie nouvelle, l'Eglise est séparée de l'Etat. [...] L'Eglise n'intervient pas dans la politique du gouvernement et le gouvernement ne se mêle pas des affaires de l'Eglise [mais] il y a des problèmes communs que nous devons résoudre ensemble, sur un pied d'égalité, comme des partenaires, pour le bien de notre pays et de notre peuple : la pauvreté, la situation des personnes âgées et dépendantes, l'éducation des jeunes, le patriotisme et la morale. » interview du patriarche Alexis II par le Patriarche Alexis II par la journaliste Nathalie Ouaroff, janvier 2005.

ultranationaliste Radovan Karadzic⁶², les prises de position du patriarche œcuménique Bartholomée⁶³, ont donné des Eglises orthodoxes une image globalement négative, indissociablement associée au nationalisme et à l'anti occidentalisme. La Grèce est le seul pays où semble subsister quelque chose de la « symphonie ». Le phénomène est plus culturel que véritablement spirituel car la sécularisation des âmes n'en est pas moins importante qu'ailleurs. Toutefois, l'orthodoxie est partout. Elle ne revendique pas de pouvoir mais insiste sur l'identité de l'hellénisme et de l'orthodoxie, ce qui n'exclut pas pour autant des positions radicales comme l'a montré « l'affaire » des cartes d'identité⁶⁴.

Ainsi, on voit bien d'une part que les facteurs géopolitiques qui ont donné naissance à l'Eglise orthodoxe (anti catholicisme, anti occidentalisme) restent tout à fait prégnants aujourd'hui. D'autre part, les relations particulières, que les Eglises entretiennent depuis toujours avec les pouvoirs politiques, les ont amenées à une interpénétration des doctrines religieuses et politiques, à une confusion des intérêts, si bien que la plupart d'entre elles se sont progressivement décrédibilisées, au moins aux yeux de l'occident, en apportant leur soutien à des régimes totalitaires ou ultranationalistes. De ce fait l'Eglise orthodoxe se trouve aujourd'hui marginalisée dans le processus de construction européenne en cours. Même si des tentatives se font jour pour prendre une part plus importante dans ce processus, celles-ci semblent devoir plus à des considérations de géopolitique interne, qu'à une véritable adhésion européenne. Pour rompre l'isolement dans lequel l'Eglise orthodoxe se trouve actuellement, elle devra probablement chercher un rapprochement avec les autres confessions chrétiennes dans un œcuménisme rénové.

⁶² Le régime de Slobodan Milosevic était jugé trop timoré pour la défense des Serbes : « Milosevic est un homme dangereux, un traître à la cause serbe, plus tôt il partira, mieux cela vaudra ». Déclaration de l'évêque Jevtic à la télévision *Belgrade Studio*, mars 1992.

⁶³ En visite, le 8 août 1993 à Belgrade, le patriarche œcuménique Bartholomée 1^{er} déclara : « Dieu a choisi la nation serbe pour défendre les frontières occidentales de l'orthodoxie [...] Actuellement nous nous trouvons confrontés à une attaque généralisée contre l'orthodoxie. ».

⁶⁴ Cf. p 13.

3^e PARTIE

UNE VOLONTE DE ROMPRE L'ISOLEMENT ?

3.1 *Ambiguïtés européennes*

L'Eglise orthodoxe s'est donc constituée sur le plan géopolitique avant tout contre l'Eglise catholique et par rebond, contre un Occident rendu responsable de tous les maux. Cependant, il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui, en dépit de certaines constantes, ce dogme est battu en brèche et qu'aucune unité de doctrine ne prévaut plus désormais au sein du monde orthodoxe.

3.1.1 La tentation du repli sur soi

En 1988, la *Perestroïka* et la *Glasnost* ont apporté une immense bouffée d'oxygène à une Eglise russe longtemps martyrisée sous le régime communiste. Alors que l'Eglise recouvrait sa liberté religieuse ainsi qu'une partie de son patrimoine, l'époque vit aussi ressurgir les antagonismes intra-orthodoxes que le joug soviétique semblait avoir fait taire pour toujours, tandis que les clivages Orient-Occident retrouvaient de la vigueur. Nous l'avons vu, l'indépendance de l'Ukraine et de la Biélorussie a consacré l'autocéphalie de leurs Eglises, si bien que l'Eglise russe a craint de se voir subitement amputée d'une bonne part de son territoire géo-ecclésial. En outre, Ukraine et Biélorussie sont les marches de cet ex-empire russe puis soviétique, que se sont disputés pendant des siècles, Russes orthodoxes et Polonais, Autrichiens ou Hongrois catholiques. Dans ces deux pays, le renouveau de l'Eglise uniaste, largement soutenue par le Vatican ainsi que par les Polonais, ne pouvait que faire renaître le vieux réflexe anti-catholique. Ce conflit a pris du relief lorsqu'en 1991, le Vatican a instauré des diocèses dans certaines régions de Russie où vivent les catholiques. Cette superposition des juridictions ne pouvait qu'apparaître aux yeux des autorités religieuses russes, comme une agression intolérable. De même, le prosélytisme jugé particulièrement agressif des missions catholiques et protestantes en Russie, a permis à un courant fondamentalement anti-catholique et antioccidental de se développer au sein même de l'Eglise russe. Bien

que marginal, ce courant dispose d'une certaine notoriété en raison de la qualité de plusieurs de ses membres⁶⁵. Sa proximité avec des mouvements politiques ultranationalistes associant pêle-mêle, pan-slavisme, pan-orthodoxisme, souvenir de la grandeur passée d'un empire russe voire – soviétique – défunt, anti-islamisme et antisémitisme n'est plus à démontrer. Aussi, prônent-ils ensemble le retour aux sources de l'Âme russe et le rétablissement des frontières de l'URSS étendues jusqu'à l'Océan Indien et à la Méditerranée⁶⁶.

Bien sûr, la Russie n'est pas la seule à être touchée par cette tentation du repli sur soi : les Eglises grecques, serbes, bulgares et roumaines connaissent aussi de tels mouvements dont l'une des formes les plus visibles, fut le regroupement improbable des plus hautes autorités de ces différentes Eglises pour condamner « l'agression » occidentale contre les « frères » serbes⁶⁷ à la fin des années quatre-vingt dix. Ainsi en 1997, Henri Kissinger n'hésitait pas désigner la Grèce comme le « mouton noir » du monde occidental, même si l'on sait combien cette appartenance reste sujette à caution⁶⁸. Des propos d'une telle violence peuvent paraître incroyables, s'agissant à la fois d'un intellectuel respecté et d'un pays allié dans le cadre de l'OTAN. Toujours est-il que ceux-ci, ajoutés à une campagne de dénigrement orchestrée depuis les Etats-Unis ont amené les Grecs à se demander sérieusement, si le pays

⁶⁵ Ses chefs de file sont les métropolites Ioann de Saint-Petersbourg (†1995), Gédéon de Stravolpol, Tikhon de Bronnidsky, et Kirill Sakharov, supérieur du temple Saint-Nicolas de Bersenevko, Tikhon Chevounov, supérieur du monastère de Notre-Dame de Vladimir à Moscou. BEAUVISAGE Laurence, *La croix et la faucille : la religion à l'épreuve du post-communisme*, op. cit. pp 175 – 176.

⁶⁶ « Sur ce nouvel espace [...], tous parleront le russe [...] ; ce sera la Russie [...] où l'orthodoxie, la religion chrétienne [...] occuperont une position dominante. Nous ne pouvons pas admettre que des religions qui nous sont étrangères perturbent la conscience de la génération montante des Russes », Vladimir Jirinovski cité in « Nation, nations, nationalistes », *Hérodote*, 1994, n° 72-73, pp 101-109.

⁶⁷ Le patriarche Pavle, de l'Eglise orthodoxe serbe de PEC au Kosovo, souligne qu'en « En raison des souffrances subies par les Serbes orthodoxes, d'autres peuples orthodoxes comme les Russes, les roumains, les Bulgares, les Grecs ressentent cette composante religieuse comme prépondérante » interview à Duga, 13 août 1993.

Le patriarche de toutes les Russies Alexis II, pourtant réputé pour sa modération, a été le seul responsable religieux à condamner fermement l'offensive croate contre les Serbes de Krajina en 1995. A cette occasion, Monseigneur Iacovos, chef de la diaspora grecque des Etats-Unis, a mis en accusation « les catholiques européens et particulièrement, les allemands » cité par N. Miletitch, « L'Eglise orthodoxe serbe », *Politique étrangère*, n° 1, printemps 1996.

Au nom de l'orthodoxie en danger, Radovan Karadzic a appelé à la création d'un « organe politique », rassemblant les pays de confession orthodoxe sur le modèle de la conférence islamique, cité N. Miletitch, op. cit. etc. Il va sans dire que toutes ces initiatives sont essentiellement dirigées contre l'Occident.

⁶⁸ « Les grecs sont difficiles à gouverner, ainsi devons nous les frapper au plus profond de leur héritage culturel... Je pense que nous devons porter des coups sur leur langue, leur religion, leur culture et leur patrimoine historique, afin d'éliminer chez eux toute possibilité de progrès, de prééminence et de domination, et qu'ainsi ils n'aient plus rien à dire dans les Balkans, la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient, qui sont des zones stratégiques d'une importance vitale pour la politique des Etats-Unis », Henri Kissinger, interview donnée au *Turkish Daily*, 1997.

n'allait pas être chassé de l'Union européenne⁶⁹. Il va sans dire que ces faits, intervenus à un moment où les Eglises orthodoxes se trouvaient ostracisées, ne pouvaient que sanctuariser les Eglises et les conduire à un repli sur elles-mêmes.

3.1.2 L'ouverture à l'Europe : un calcul géopolitique

Même si la défiance face à l'occident prévaut dans la doctrine des Eglises orthodoxes, la rivalité de Moscou et de Constantinople trouve un développement inattendu, en faisant de la question de l'Union européenne un nouveau terrain d'affrontement. En effet, le patriarcat de Constantinople a tant bien que mal survécu à l'Empire ottoman puis à l'avènement de la Turquie moderne. Toutefois, depuis le « réveil » des nationalités du XIX^e siècle mais aussi depuis la fin de la guerre froide, son territoire canonique s'est considérablement réduit. A ce titre, Constantinople n'a plus véritablement d'autorité que sur les quelques quatre mille orthodoxes de Turquie - d'origine grecque - et sur une partie de la diaspora orthodoxe⁷⁰. Cette désertification du christianisme turc pousse le patriarcat de Constantinople à chercher la justification même de son existence dans la prise en main, partout dans le monde, de la diaspora orthodoxe⁷¹. Pour ce faire, le patriarcat, bien qu'en très mauvais termes avec les autorités turques⁷², s'est fait le meilleur avocat de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. La concrétisation de cette adhésion lui permettrait en effet, d'entrer de plain-pied dans l'Union européenne et par suite, de justifier le

⁶⁹ A l'été 1993, deux articles parus dans la presse anglo-saxonne, l'un intitulé « La crise balkanique : 1913 et 1993 », paru dans le *New York Review of Books* sous la signature de George Kennan ; l'autre intitulé « Heurt de civilisations ? » publié dans *Foreign Affairs*, par Samuel Huntington, reprenaient les thèses de Kitsikis pour finalement exclure la Grèce de la civilisation occidentale. Quant au très sérieux hebdomadaire *Oikonomikos Tachydrom*, à Athènes, il consacrait son 32^e numéro intitulé « La Grèce sera-t-elle chassée de la CEE ? », au danger que l'intégrisme grec faisait courir au pays, en l'isolant de la communauté internationale. KITSIKIS Dimitri op. cit.

⁷⁰ Son autorité ne s'étend plus désormais que sur quatre diocèses du Dodécannèse, redevenus grecs à l'issue de la seconde guerre mondiale mais restés sous la juridiction de Constantinople, la Crète, la république monastique du Mont Athos (2000 moines environ), l'Eglise de Finlande (60.000 fidèles environ), l'ancienne Eglise missionnaire russe de Corée, les évêchés de la *diaspora* grecque (environ 4 millions de membres), l'archevêché des paroisses de tradition russe en Europe occidentale (séparées de Moscou depuis la révolution russe) et le Centre orthodoxe du Patriarcat Œcuménique de Chambésy, en Suisse.

⁷¹ Prêtre Irénée LUZ, « Istanbul-Paris-Moscou, les enjeux géopolitiques européens de l'orthodoxie », <http://france-russie-orthodoxie.blogspot.com/archive/2006-1/istanbul-paris-moscou-les-enjeux-geopolitiques-europeens-de.html>.

⁷² A l'occasion de la visite de Benoît XVI en Turquie, fin 2006, le service de presse du Vatican rappelait que la Turquie ne reconnaissait pas le caractère « œcuménique » du patriarcat. Lors d'une conférence de presse à l'occasion de la visite du Pape Benoît XVI au patriarche Bartholomée 1^{er} fin 2006, Namik Tan, le porte-parole du ministère des affaires étrangères turc affirmait : « le patriarcat est une institution turque et c'est comme cela que nos lois la considèrent » et « nous avons proclamé au monde entier que nous ne reconnaissons pas le titre œcuménique. D'autres qualificatifs ne nous intéressent pas ». La République de Turquie interdit au patriarche d'utiliser le titre œcuménique, lui refusant tout rôle politique et administratif.

rattachement des paroisses orthodoxes d'Europe sous son autorité⁷³. Cette attitude explique parfaitement « l'ouverture » dont semble désormais faire preuve le patriarcat de Constantinople, non seulement à l'égard de l'Union européenne mais aussi des autorités vaticanes⁷⁴.

Bien entendu, la perspective d'une mainmise de Constantinople sur les Eglises d'Europe occidentale n'est absolument pas envisageable par Moscou. Aussi, la contre-offensive russe se déroule selon trois axes. Tout d'abord, Moscou a choisi de se battre sur le terrain ecclésiologique, en réfutant le « césaro-papisme » de Constantinople, accusée de vouloir se muer en une sorte de « Vatican orthodoxe » qui chercherait à diriger l'organisation mondiale des Eglises orthodoxes. Ensuite, il lui faut endiguer en Europe même, les volontés « expansionnistes » de Constantinople en associant les Eglises de la diaspora russe. C'est dans le cadre de ce deuxième volet qu'ont surgit les tentatives rocambolesques de se réapproprier, en France notamment, certaines églises, initialement russes⁷⁵. Enfin, pour mettre hors jeu Constantinople, certains n'hésitent pas à appeler de leurs vœux un rapprochement Russie – Europe, en mettant en exergue, un même berceau culturel et religieux, la crainte de la mondialisation, un refus de voir disparaître des cultures séculaires, la crainte de l'immigration, le refus de l'unilatéralisme américain etc.⁷⁶.

Cependant il semble peu probable qu'un tel rapprochement puisse avoir lieu à plus ou moins long terme. En effet, l'Eglise orthodoxe russe reste en froid avec le Vatican, à telle enseigne qu'une visite du pape à Moscou n'est toujours pas à l'ordre du jour⁷⁷. D'autre part, miser sur de prétendus points de convergence des opinions publiques russe et des citoyens de l'Union européenne, revient à faire peu de cas des divergences d'opinion qui existent au sein même de l'Union quant à la nature du modèle européen à mettre en place – Europe-puissance ou zone de libre échange -, à

⁷³ Métropolite LAROCHE Michel, « Patriarcat de Moscou ou Patriarcat de Constantinople - Les antagonismes des enjeux géo-ecclésiopolitiques dans l'Union européenne », *Diplomatie*, n° 14, mai - juin 2005.

⁷⁴ Ainsi, de la rencontre entre le pape Benoît XVI et le patriarche Bartholomée, fin 2006.

⁷⁵ A la fin du XIX^e siècle, les Russes construisirent de nombreuses églises (Paris, Nice, Biarritz, Pau, etc.) et contribuèrent au rayonnement intellectuel et culturel de l'orthodoxie, notamment avec la création de l'Institut Saint Serge. La révolution russe conduisit de nombreuses paroisses, en France comme dans les autres pays occidentaux, à se rattacher canoniquement dans l'entre-deux guerre, au patriarcat de Constantinople. Ce rattachement de circonstance aurait dû cesser à la fin de la guerre froide mais il n'en a rien été. Depuis, Moscou et Constantinople s'affrontent sur le terrain judiciaire pour la récupération de certaines églises, tandis que l'institut Saint Serge n'est pas épargné par ces manœuvres.

⁷⁶ Prêtre Irénée LUZ, op. cit.

⁷⁷ Un mois avant la visite du pape en Turquie, le patriarche de Moscou et de toutes les Russies Alexis II a déclaré dans une interview à *Paris-Match* que « le renoncement au prosélytisme restait l'exigence principale avancée aux catholiques », que sa rencontre avec le pape « ne devait pas être qu'un événement inscrit dans le protocole [et qu'elle] n'était possible qu'après une préparation minutieuse et dans le respect des ententes préalables ».

la nature du lien transatlantique etc. C'est aussi oublier que l'Union européenne s'est avant tout construite selon un modèle laïc⁷⁸, et que les Eglises ont une influence toute relative dans l'orientation des décisions de l'Union européenne. Enfin, compter sur la présence de pays orthodoxes au sein de l'Union européenne⁷⁹ pour favoriser un éventuel rapprochement, revient à ignorer les dissensions au sein même de l'orthodoxie mais aussi, que Bulgarie et Roumanie sont aujourd'hui les meilleures alliées de Washington dans la région. Enfin, Moscou n'ignore pas qu'un certain nombre d'Eglises lui tournent aujourd'hui le dos après avoir été amalgamées de force au patriarcat de Moscou, à l'issue de la seconde guerre mondiale⁸⁰. C'est pourquoi les tensions sont actuellement vives avec le patriarcat œcuménique et que le patriarche Alexis II se déclare plus nuancé quant aux perspectives de rapprochement de la Russie et de l'Union européenne⁸¹.

3.2 L'œcuménisme comme outil de réunification du continent européen ?

Il faut ici préciser les termes d'œcuménisme et de catholicité. « Oecuménique » désigne l'universalité de la terre habitée tandis que « catholique » est un concept théologique qui désigne l'universalité « selon un tout » c'est-à-dire « cosmique », à l'image du mystère trinitaire⁸². Ainsi, toutes les Eglises chrétiennes confessent une Eglise « catholique », dans le sens de l'universalité de l'Eglise. Aujourd'hui, l'œcuménisme désigne la rencontre et le dialogue inter-chrétien. Ce n'est pas une doctrine ou une idéologie mais une démarche vers la réunification visible des Eglises ou plutôt, de l'unité visible des Eglises qui, théologiquement et par essence ne peuvent être « qu'une et catholique ».

⁷⁸ Même s'il est vrai que ses promoteurs ont été au début, largement inspirés par la démocratie chrétienne.

⁷⁹ Depuis 1981 pour la Grèce et 2007 pour la Bulgarie et la Roumanie.

⁸⁰ C'est le cas en Ukraine mais aussi, pour l'Eglise autonome d'Estonie, incorporée de force au patriarcat de Moscou en 1945 et revenue à Constantinople en 1996. Cette Eglise comprendrait entre 7.000 et 20.000 fidèles. Il existe aussi un exarchat estonien du patriarcat de Moscou qui comprendrait entre 20.000 et 40.000 fidèles, issus principalement de la minorité russe d'Estonie.

⁸¹ « Je pense que nous allons nous rapprocher de l'Europe et pas seulement à cause de l'[exarchat d'] Estonie. La Russie est une partie de l'Europe et, même si nous n'entrons pas dans l'Union européenne, nous faisons partie de l'Europe. » interview du patriarche Alexis II op. cit.

⁸² GUEIT Jean, « Place et rôle de l'œcuménisme dans la construction européenne », in *Actes de la conférence « Géopolitique du christianisme à l'aube du 3^e millénaire »* ; Aix-en-Provence, mai 2000.

Aujourd'hui, l'Europe ne se construit plus désormais que dans un cadre laïc dans lequel les Eglises ne semblent pas devoir prendre place en tant qu'acteur⁸³. Pourtant, si la sécularisation s'est emparée des pays occidentaux, nous voyons bien que le phénomène n'est pas comparable en Grèce ou chez les « nouveaux entrants » que sont Chypre, la Bulgarie et la Roumanie pour ne citer que les pays orthodoxes.

Or, il apparaît que l'Union européenne encore en construction, a délibérément retardé, voire mis de côté l'intégration des pays à majorité orthodoxe, hormis pour le cas de la Grèce⁸⁴. Certes on objectera que ce « retard » doit être mis sur le compte de l'impréparation économique de ces pays mais dans ce cas, pourquoi la Bulgarie et la Roumanie ont-elles intégré l'OTAN dès 2004 ? La vétusté de leurs appareils militaires n'était-elle pas à l'image de leurs économies respectives ?

Certains s'interrogent, et pas seulement en Europe orientale, sur les véritables raisons d'un tel retard et finalement, d'une intégration aussi précipitée en 2007, alors que rien ne semblait avoir réellement changé sur le plan économique. Si, la nouvelle Union ne semble plus désormais vouloir marginaliser la zone orthodoxe, certains voient dans ces deux intégrations, une volonté de séparer l'orthodoxie Balkanique de la Russie⁸⁵.

Cependant une prise de conscience s'amorce pour reconnaître qu'« après l'élaboration d'une maison commune édiflée autour de l'économie, on s'aperçoit que la seule monnaie unique n'empêchera pas les conflits de menacer aux confins du Vieux Continent. Après l'Europe des marchés [...] il faut songer à créer l'Europe de la culture, qui rassemble les esprits... »⁸⁶.

Selon ses thuriféraires, l'« Europe des esprits » ne peut être que la « Grande Europe », intégrant toute la chrétienté, donc toute l'orthodoxie et par conséquent, toute la Russie. Pour ceux-ci, seule la « chrétienté une » peut infléchir le contenu de l'Europe. L'intégration des diversités est non seulement souhaitable, mais elle est nécessaire. Voilà qui plaide indubitablement en faveur de l'œcuménisme, d'autant que l'on assiste finalement à une grande convergence de vues entre Eglises catholiques et orthodoxes concernant les rôles et devenir de l'Europe⁸⁷.

⁸³ Le refus du parlement européen d'entériner la nomination de Rocco Buttiglione au portefeuille de la Justice et des affaires intérieures de l'UE, en raison de ses prises de positions en accord avec sa foi catholique ou le débat sur les « racines chrétiennes de l'Europe » semblent définitivement marginaliser le rôle des Eglises.

⁸⁴ Mais nous avons vu (cf. p 13 et note 65 p 25) combien cette intégration reposait sur un malentendu fondamental.

⁸⁵ GUEIT Jean, op. cit.

⁸⁶ Le Monde, 28-29 novembre 1999.

⁸⁷ « Lorsque l'Eglise parle de l'Europe, elle n'entend pas une partie de celle-ci, celle de la CEE et de la zone de libre-échange, ni l'Europe du Conseil de l'Europe, ni encore moins celle des blocs militaires : l'Eglise envisage toujours l'Europe dans sa totalité, celle qui a constitué une unité spirituelle grâce à la mission chrétienne du Portugal

Toutefois en dehors de ces déclarations de principe, les tensions restent importantes entre les communautés et augurent mal, au moins dans un proche avenir, de l'unité des Eglises. Les raisons sont multiples. Tout d'abord pour beaucoup d'Eglises orthodoxes, l'œcuménisme est une véritable hérésie. C'est particulièrement vrai pour les Eglises qui se veulent les garantes de la pureté des dogmes, telles l'Eglise des anciens-calendaristes en Grèce, des vieux-croyants en Russie mais aussi pour « l'Eglise hors frontières » d'obédience russe. Pour celles-ci, l'œcuménisme n'est qu'un syncrétisme « catholico-protestant-orthodoxe » que tenterait d'imposer des partis occidentalistes corrompus, fossoyeurs de la véritable identité orthodoxe.

Ensuite, les institutions œcuméniques ne le sont jamais véritablement tout à fait. Au niveau européen, il existe en effet deux institutions principales : le Conseil des Conférences Episcopales Européennes (CCEE), d'obédience catholique romaine et le Conférence des Eglises Européennes (KEK) qui regroupe quasiment toutes les Eglises chrétiennes sauf, l'Eglise catholique. Ces deux instances collaborent avec les institutions politiques telles que l'OSCE, disposent de leurs propres commissions spécialisées de réflexion et organisent conjointement des rassemblements œcuméniques mais l'existence même de ces deux institutions, entretient la perception d'un clivage catholique – orthodoxe. Il en est de même au niveau mondial du Conseil Œcuménique des Eglises (COE) dont l'Eglise catholique n'est pas membre.

Enfin, tant que l'Eglise orthodoxe campera sur ses positions anti-catholiques, continuera de nourrir un ressentiment antioccidental et que l'uniatisme constituera une pomme de discorde entre catholiques et orthodoxes, l'œcuménisme restera une coquille vide.

à l'Oural, de l'Islande à Malte. Pour nous, l'Europe ne peut recouper les frontières militaires ni les frontières politiques ou sociales...Pour les chrétiens, l'Europe est à la fois l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, donc une réalité à la fois religieuse et culturelle » cardinal Koenig, archevêque de Vienne, 1982. « L'Union européenne ne s'arrête pas là où commence l'orthodoxie », patriarche Bartholomée 1^{er}, 1999. « Le devoir de tous les chrétiens et chrétiennes d'Europe est de s'opposer aux divisions et aux injustices et de témoigner devant les puissances au pouvoir et devant notre société, qu'il est possible et nécessaire de construire une Europe sans barrières et sans discorde » patriarche Alexis II.

CONCLUSION

Ce panorama de l'orthodoxie et de sa géopolitique nous montre finalement un monde pluriel, divers et fractionné. Ce monde s'est construit en opposition à l'Occident et reste de ce fait sous-tendu par des constantes idéologiques qui doivent beaucoup à l'histoire des relations passionnées que cette Eglise a entretenu avec l'Eglise catholique en particulier. Historiquement, son apport à la construction européenne n'est pas négligeable car, en conservant intacts les sentiments nationaux des Grecs, Bulgares, Roumains et peuples balkaniques soumis pendant de longs siècles à l'empire ottoman, elle a permis de façonner directement les Etats de l'est européen dont personne ne remet en cause, la vocation à intégrer l'Union européenne.

Toutefois, en assumant pleinement l'héritage de l'empire byzantin, l'Eglise orthodoxe a développé des rapports particuliers avec le pouvoir politique, que ce soit en Russie, en Grèce ou dans les Balkans : nulle autre religion n'a en effet à ce point influencé les doctrines géopolitiques des Etats ; nulle autre religion ne s'est autant imprégnée en retour des idéaux nationaux au point de leur donner finalement, une caution morale. Nulle part, les relations entre Eglises et Etats n'ont été plus fusionnelles. On sait maintenant ce qu'il en est advenu. Toujours est-il, qu'à défaut de perdre son âme dans la compromission avec des régimes douteux, l'Eglise orthodoxe a perdu de son crédit et se retrouve mise en accusation, en tant qu'inspiratrice d'idéologies criminelles.

Discréditée aux yeux des occidentaux, elle ne semble plus en mesure de tenir un rôle constructif dans la poursuite du processus de construction européenne, en dépit d'une autorité morale restée intacte dans les pays de l'est européen. Le meilleur moyen d'y parvenir serait certainement de se rapprocher de l'Eglise catholique et de relancer le processus œcuménique. Mais cela suppose d'abord de faire taire les divisions internes au monde orthodoxe et de mettre un terme aux querelles inter-chrétiennes d'un autre âge qui doivent moins à la théologie, qu'à un manque de communication. Ainsi, comme l'affirme le Père Placide Deseille : « le meilleur modèle pour l'Europe de demain n'est pas l'empire carolingien, mais la *Romania* indivise des premiers siècles [...]. Le modèle carolingien nous renvoie à une Europe divisée [...] ; au contraire, la *Romania* chrétienne nous offre l'exemple d'un monde diversifié, certes mais uni cependant par une participation à une même culture et aux mêmes valeurs spirituelles ».

ANNEXES

ANNEXE 1

LEXIQUE

Autocéphalie :

Une église autocéphale est une église locale qui reçoit le droit de s'administrer et d'élire librement ses évêques - dont son « premier évêque », le primat - de gérer librement ses relations avec les autorités civiles et les autres églises. Cependant, une église autocéphale est tenue de confesser la foi orthodoxe et de garder la même vie sacramentelle que les autres églises, sinon elle est en rupture de communion (exemple : Romains pour les byzantins où l'église de Macédoine pour l'orthodoxie actuelle).

Autonomie :

Une église autonome est une église locale qui jouit d'une certaine indépendance, mais qui n'est pas encore parvenue à l'autocéphalie. Ainsi, l'élection de ses évêques ou au moins de son primat doit être confirmée par l'église autocéphale dont elle dépend encore partiellement.

Concile :

Assemblée d'évêques d'une région ou de l'église entière (on parle alors de concile « œcuménique ») réunie pour statuer sur des questions d'ordre doctrinal, canonique ou pastoral. Au contraire du synode, le concile a un caractère extraordinaire. Les décisions du concile (qui n'est jamais a priori infaillible) doivent ensuite être reçues par le peuple des croyants pour être considérées comme légitime et inspirées par l'Esprit-Saint.

Église locale :

Une église locale, pour l'orthodoxie, n'est pas une « partie » de l'église catholique et universelle, mais la manifestation locale de celle-ci en plénitude. L'unité de l'orthodoxie est conçue comme une communion des églises locales dans la foi.

Exarchat :

Evêque représentant un patriarcat dans une région à l'étranger, en particulier dans la *diaspora*.

Filioque :

Mot latin signifiant « et du Fils ». Il fut ajouté d'abord en Espagne au VI^e siècle, dans le texte original du credo de Nicée-Constantinople (*Credo [...] in Spiritum Sanctum [...] qui ex Patre Filioque procedit*). L'esprit-Saint est confessé comme « procédant » non seulement « du Père » mais du « Père et du Fils ». Cette interpolation du credo, adopté par les théologiens francs, ne fut acceptée par Rome qu'au XI^e siècle. Elle n'a jamais été acceptée par les églises d'Orient pour deux raisons : d'une part parce que les conciles œcuméniques ont défendu de changer quoi que ce soit au symbole de la foi (seul un concile œcuménique et non une partie seulement de la chrétienté pouvait annuler cette interdiction) et d'autre part, parce que le *Filioque* est jugé théologiquement faux.

Métropolitite :

A l'origine, évêque de la capitale (métropole) d'une province de l'empire Romain. Chef spirituel de la communauté la plus nombreuse de sa province, chaque métropolitite en présidait les

assemblées évêques, jouissant d'une préséance dans les prises de décision commune. Aujourd'hui, titre honorifique dans différentes églises locales. En Grèce, pour des raisons historiques, presque tous les évêques, aujourd'hui, sont métropolitains.

Patriarche :

Evêque primat d'une église autocéphale portant le titre traditionnel de « patriarche ». Le patriarche est élu par le synode de l'église locale dont il fait partie et qui fait ainsi de lui son représentant.

Primat :

Evêque exerçant une primauté d'honneur sur ses pairs, les autres évêques de son église locale, autonome ou autocéphale. Il peut être patriarche, archevêque ou métropolitain. Son élection est faite par le collège des évêques (synode), parfois aussi par des clercs et des laïcs (Chypre, Alexandrie), parfois par un tirage au sort sur une liste de quelques élus, avec l'accord de l'Eglise-mère s'il s'agit d'une Eglise autonome. Le primat a certains privilèges sur les autres évêques de son église locale, mais il ne peut agir sans leur accord exprimé au sein synode préside (le primat et vis-à-vis des autres évêques un *primus inter pares* : premier entre les égaux).

Synode :

Assemblée de tous les évêques d'une église locale, le synode épiscopal se réunit périodiquement, présidé par le primat, pour prendre les grandes décisions de l'Eglise locale. Les affaires courantes sont gérées par un synode « permanent » ou « restreint » composé de quelques évêques ayant chacun un domaine de compétence. Il rend compte de ses travaux au synode épiscopal

ANNEXE 2

PATRIARCATS, EGLISES AUTOCEPHALES ET AUTONOMES

- **LES QUATRE PATRIARCATS ANCIENS**

Ces Eglises sont, comme Rome, d'origine apostolique (fondée au premier siècle) et à ce titre sont les plus prestigieuses.

- **Le patriarcat de Constantinople**
Son siège est situé au quartier du Phanar à Istanbul (Turquie). Depuis l'éloignement de Rome, le patriarche œcuménique détient une primauté d'honneur dans l'église orthodoxe (cette primauté n'étant pas un pouvoir). Il anime périodiquement des conférences panorthodoxe.
- **Le patriarcat orthodoxe grecque d'Alexandrie et de toute Afrique**
Son siège est à Alexandrie (Égypte). Sa juridiction s'étend sur les nouvelles églises orthodoxes d'Afrique orientale et centrale, établies par démissionnaires grecs (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zaïre)
- **Le patriarcat orthodoxe grecque d'Antioche et de tout l'Orient**
Son siège est aujourd'hui à Damas (Syrie). Sa juridiction s'étend sur la Syrie, le Liban, l'Irak, l'Iran, la péninsule arabe, tout l'Orient, les régions du sud de la Turquie, ainsi que sur la diaspora des orthodoxes arabophones qui vivent en Amérique du Nord et du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande.
- **Le patriarcat orthodoxe grec de Jérusalem.**
Son siège est situé à Jérusalem. Le patriarcat de Jérusalem est le principal gardien des lieux saints de Palestine. L'épiscopat est grec, alors que la majorité des fidèles sont palestiniens.

- **LES ÉGLISES AUTOCÉPHALES**

- **L'Eglise orthodoxe russe**
Érigée en patriarcat de Russie en 1589, son siège est à Moscou. Sa juridiction s'étend sur la majeure partie des pays de l'ex-URSS, sur l'église autonome du Japon, plusieurs exarchat en Europe centrale et occidentale, en Amérique centrale et du Sud ainsi que plusieurs paroisses en Amérique du Nord, etc.
- **L'Eglise orthodoxe de Grèce**
Proclamée autocéphale en 1833. Pour des raisons historiques, elle est présidée non pas par un patriarche mais par l'archevêque d'Athènes. Sa juridiction s'étend sur la majeure partie de la Grèce, tandis que le reste du pays (Crète, Mont Athos, Dodécanèse) est rattaché au patriarcat de Constantinople. L'église de Grèce entretient des activités missionnaires en Afrique mais n'a pas de juridiction sur l'importante diaspora grecque, celle-ci se trouvant rattachée au patriarcat de

Constantinople.

- **L'Eglise orthodoxe de Chypre**
Présidée par un archevêque dont le siège est à Nicosie. C'est église évangélisée par Saint-Paul, est autocéphale depuis 431.
- **L'Eglise orthodoxe serbe**
Érigée en patriarcat de Serbie en 1920, son siège est à Belgrade. Sa juridiction s'étend aussi sur une diaspora serbe à l'étranger (Europe occidentale, Australie, Amérique)
- **L'Eglise orthodoxe roumaine**
Comme patriarcat de Roumanie, elle a obtenu son autocéphalie en 1925. Son siège est à Bucarest. Sa juridiction s'étend aussi sur une diaspora orthodoxe roumaine à l'étranger (Europe occidentale et centrale, Australie, Nouvelle-Zélande, Amérique du Nord).
- **L'Eglise orthodoxe bulgare**
Elle a reçu l'autocéphalie comme patriarcat de Bulgarie en 1945. Son siège est à Sofia. Sa juridiction s'étend aussi sur une diaspora bulgare dans le monde
- **L'Eglise orthodoxe polonaise**
Présidée par le métropolite de Varsovie et de toute la Pologne. Composée surtout de Biélorussiens et d'Ukrainiens, elle fut érigée en église autocéphale par Constantinople en 1924.
- **L'Eglise orthodoxe apostolique géorgienne**
Présidée par un catholicos ou patriarche qui siège à Tbilissi en Géorgie. Établie au Ve siècle par « une » apôtre (Ste Nina), elle dépendit de Constantinople puis de Moscou, jusqu'à son autocéphalie en 1943.
- **L'Eglise orthodoxe de la République tchèque et de la Slovaquie**
Présidée par le métropolite de Prague, elle a reçu son autocéphalie de Moscou en 1951.
- **L'Eglise orthodoxe d'Albanie**
Présidée par l'archevêque de Tirana et de toute l'Albanie, cette Eglise est autocéphale depuis 1937. Supprimée officiellement en 1967 par le régime communiste, elle a été restaurée en 1991.

- **LES ÉGLISES AUTONOMES**

- **L'Eglise orthodoxe de Finlande**
Fondée au XIe siècle, dépendant jusqu'en 1917 de l'église de Russie ; elle dépend depuis 1923 du patriarcat de Constantinople.
- **L'Eglise orthodoxe du Japon**
Fondée au XIXe siècle par la mission russe, elle dépend encore du patriarcat de Moscou, mais la presque totalité de son clergé est d'origine japonaise. Son

autonomie date de 1970.

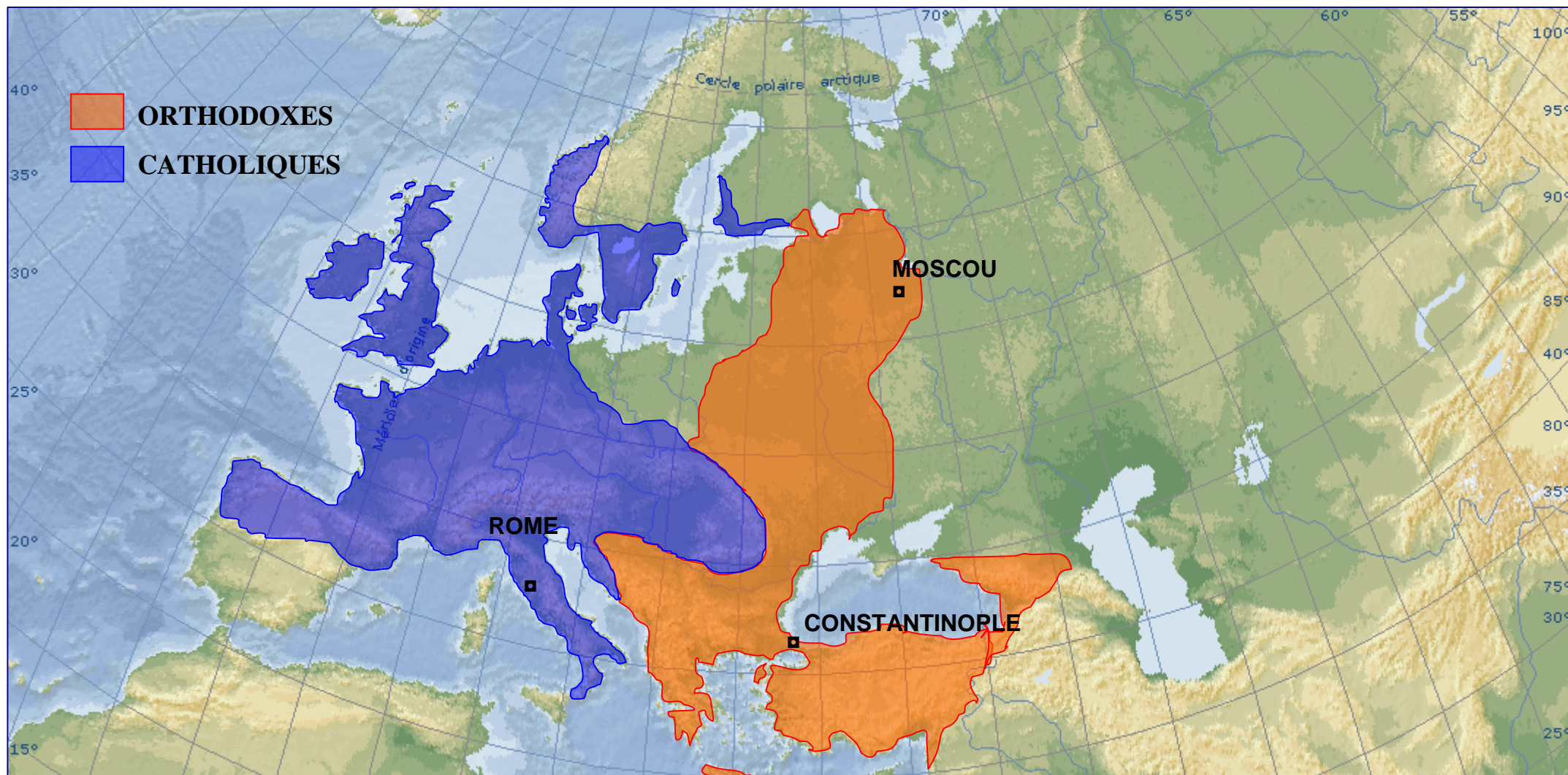
○ **L'Eglise orthodoxe de Chine**

Fondée au XIXe siècle par la mission russe. En 1939, il y avait en Chine et en Mandchourie plus de 200 000 orthodoxes, cinq évêques et une université orthodoxe à Harbin. La situation a changé dès 1945. Son autonomie date de 1957.

○ **L'Eglise orthodoxe du Sinaï**

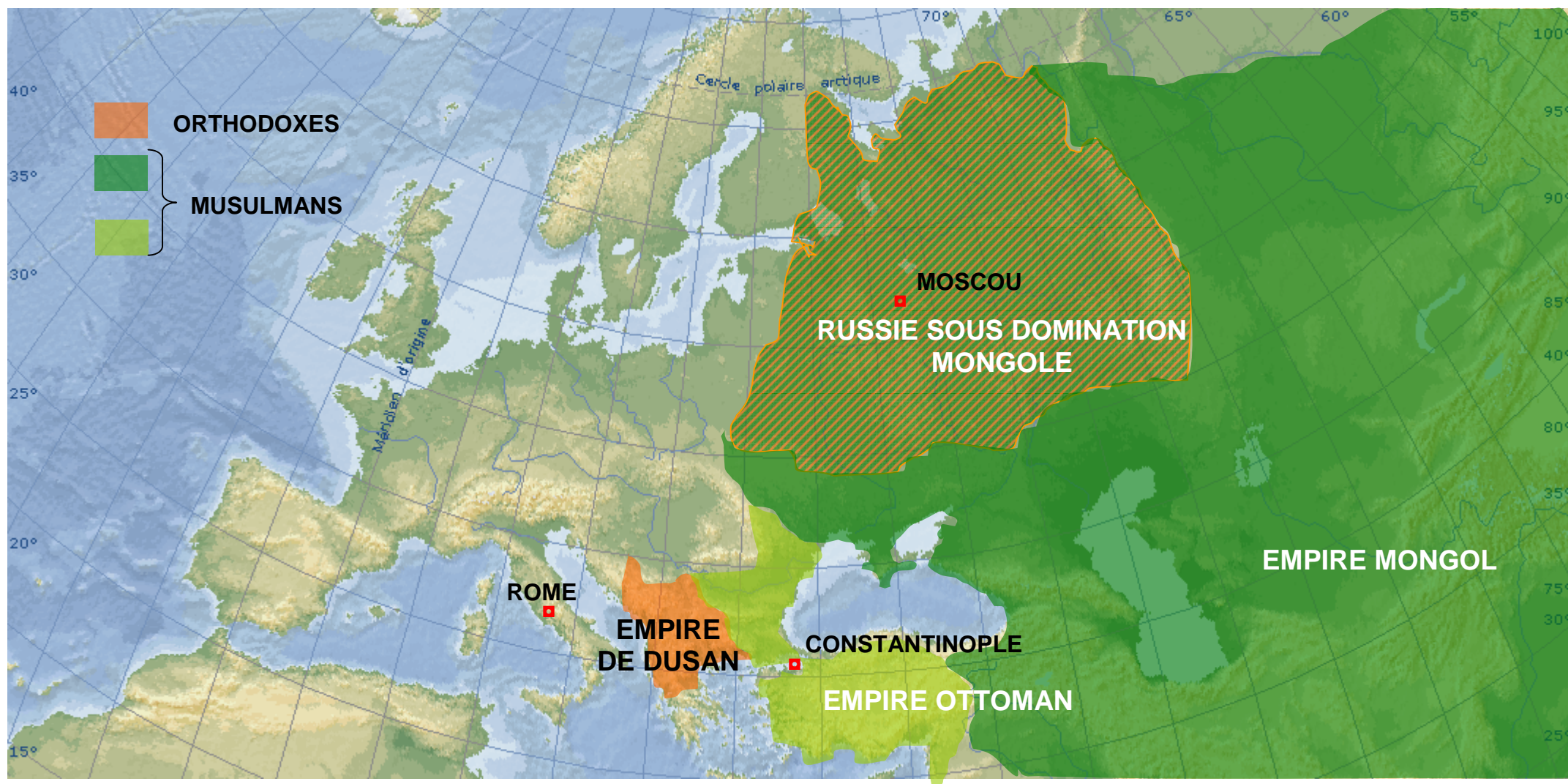
Son siège se trouve au monastère Sainte-Catherine du Sinaï, créé par l'empereur Justinien. C'est une communauté monastique qui depuis le VI^e siècle jouit d'une entière autonomie, mais dont le supérieur est un évêque consacré par le patriarcat de Jérusalem.

ANNEXE 3



TERRITOIRES DE L'ORTHODOXIE EN 1054 (carte réalisée par le CES Philippe PACOM)

ANNEXE 4



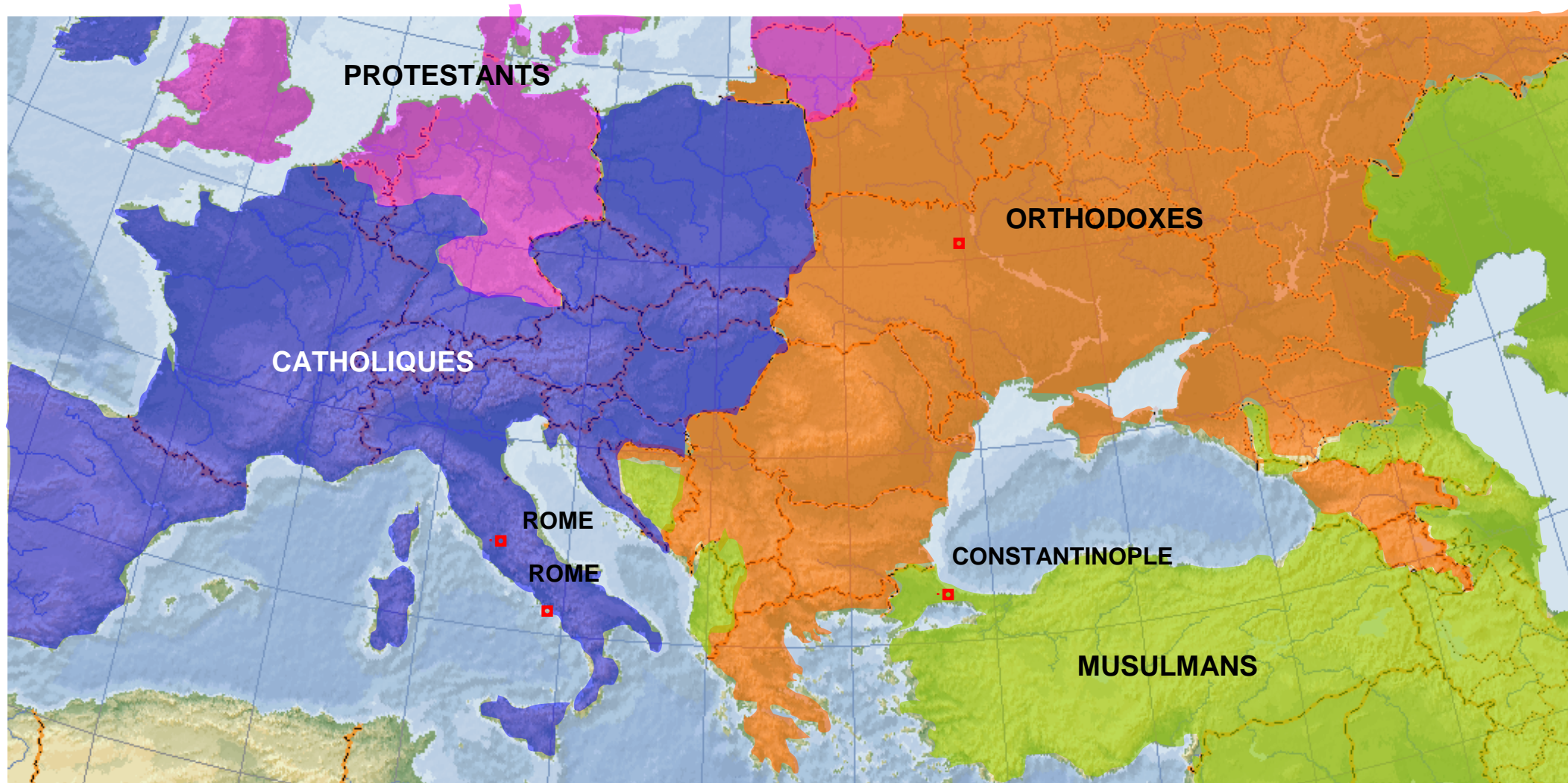
TERRITOIRES DE L'ORTHODOXIE XIV^e SIECLE (carte réalisée par le CES Philippe PACOM)

ANNEXE 5



TERRITOIRES DE L'ORTHOXIE XVI^e SIECLE (carte réalisée par le CES Philippe PACOM)

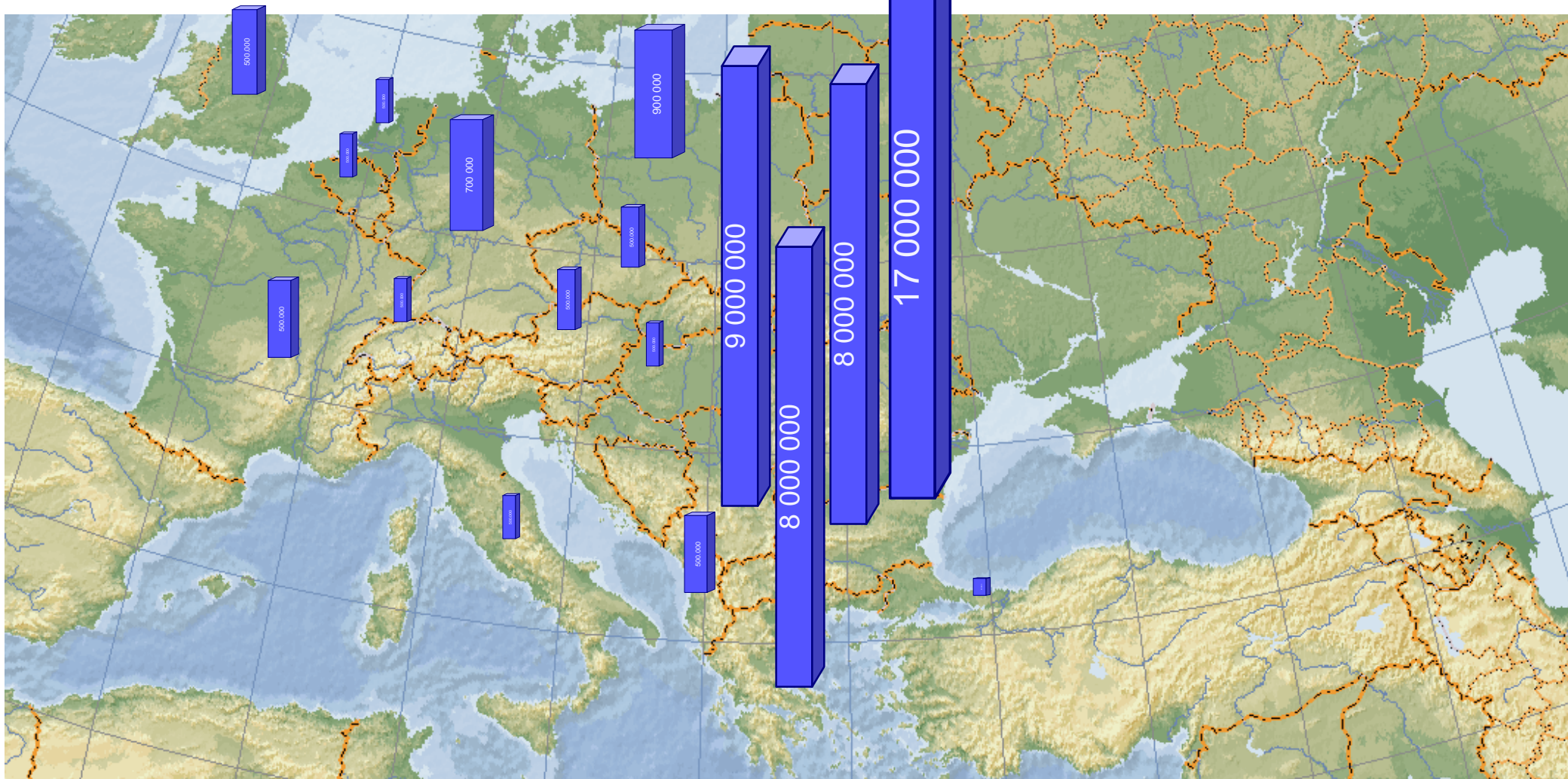
ANNEXE 6



RELIGIONS EN EUROPE AU XX^e SIECLE (carte réalisée par le CES Philippe PACOM)

ANNEXE 7 - POPULATION ORTHODOXE EN EUROPE

Source : *Le Figaro* – 30/11/2006



Allemagne : 700 000	Albanie : 500 000	Autriche : 150 000	Belgique : 35 000	Bulgarie : 8 millions	France : 200 000
Grèce : 8 millions	Hongrie : 45 000	Italie : 30 000	Pays-Bas : 7000	Pologne : 900 000	Roumanie : 17 millions
Royaume-Uni : 320 000	Suisse : 80 000	ex-Tchécoslovaquie : 80 000	ex-URSS : 100 à 120 millions	ex-Yougoslavie : 9 millions	Turquie : 4000 à 6000

ANNEXE 8



LA DIVISION DU MONDE ORTHODOXE (carte réalisée par le CES Philippe PACOM) d'après *Diplomatie* n°14, mai-juin 2005

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- BEAUVISAGE Laurence, *La croix et la faucille : la religion à l'épreuve du post-communisme*, Paris ; Bayard Editions, 1999.
- CLEMENT Olivier, *L'Eglise orthodoxe*, Paris, PUF (Que sais-je ?), n° 949, 1998.
- CHELINI-PONT Blandine (dir.), *Géopolitique du christianisme*, Paris ; Ellipses, 2003.
- HUNTINGTON Samuel Phillips, *Le choc des civilisations*, Paris ; Odile Jacob, 1997.
- LEPESANT Gilles (dir.), *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*, Paris ; CNRS Editions (Espaces & Milieux), 2005.
- THUAL François, *Géopolitique de l'orthodoxie*, Paris ; Dunod, 1993.
- THUAL François, *Le douaire de Byzance : Territoires et identités de l'Orthodoxie*, Paris ; Ellipses, 1998.
- THUAL François, *Géopolitique des religions*, Paris ; Ellipses, 2004.

Travaux universitaires en français

- BLOT Jean-Marc, « Le facteur religieux dans les relations de la Russie post-soviétique avec son étranger proche », *Université de Paris I, Département de sciences politiques, DEA de relations internationales (Thèse), année universitaire 1996-1997*.

Articles de revues en français

- CLAIRET Sophie, « Vu de Russie, l'Eglise orthodoxe, l'Etat, l'Europe : entretien avec le métropolite Kirill de Smolensk et de Kaliningrad », *Diplomatie*, n° 16, septembre-octobre 2005.
- GLOAGUEN Cyrille, « L'Eglise orthodoxe et l'Etat en Russie : la recherche d'une identité », *Diplomatie* n° 14, mai-juin 2005.
- « Le monde orthodoxe : pouvoir et nation », *Géopolitique* n° 47, automne 1994.
- KITSIKIS Dimitri, « Grande Idée et hellénoturquisme. Essai d'interprétation nouvelle de l'histoire néo-grecque », pp. 95-111, in *Actes du 2e Congrès international des Etudes du Sud-Est européen, Athènes, Association internationale des Etudes du Sud-Est européen, 1978, tome III*.
- KITSIKIS Dimitri, « Les anciens-calendaristes depuis 1923 et la montée de l'intégrisme en Grèce », *Cahiers d'étude sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, n° 17, janvier-juin 1994.
- LAROCHE Michel (Métropolite), « Patriarcat de Moscou ou patriarcat de Constantinople : les antagonismes des enjeux géo-ecclésiaux dans l'Union européenne », *Diplomatie*, n° 14, mai-juin 2005.

- LAROCHE Michel (Métropolitain), « Le pape Benoît XVI : la nouvelle redistribution des cartes de l'œcuménisme catholique-orthodoxe », *Diplomatie*, n° 16, septembre-octobre 2005.
- MILETITCH Nicolas, « Le Kremlin et le patriarcat : pouvoir et orthodoxie dans la Russie de Vladimir Poutine », *Revue des Deux Mondes*, n° 3, mars 2005.
- MILETITCH Nicolas, « L'Eglise orthodoxe serbe », *Politique Etrangère*, n° 1, 1996.
- SEMENOFF-TIAN-CHANSKY Irène, « L'Eglise orthodoxe russe, un facteur politique à prendre au sérieux ? », *Politique Etrangère*, n° 1, 1996.

Ouvrages en anglais

- MEYENDORFF John, *The Orthodox Church*, New York ; Crestwood, 1981.

Ouvrages en grec

- KITSIKIS Dimitri, *Historia tou hellênotourkikou chôrou, 1928-1973*, [Histoire de l'espace gréco-turc, 1928-1973], Athènes ; Hestia, 1981.
- KITSIKIS Dimitri, *Historiatés Othomanlkês Autokratorias*, [Histoire de l'Empire ottoman], Athènes, Hestia 1988.
- KITSIKIS Dimitri, *Hê tritê ideologia kai hê Orthodoxia*, [La troisième idéologie et l'Orthodoxie], Athènes ; Akritas, 1990.
- KITSIKIS Dimitri, *Sygnkritikê Historia Hellados kai Tourkias ston 20o aiôna*, [Histoire comparée de la Grèce et de la Turquie au XXe siècle], Athènes ; Hestia, 1978 (2e édition, mise à jour, 1990).

Sites *internet* en français

- Eglise orthodoxe russe en Europe occidentale : <http://www.egliserusse.eu/>
- Orthodoxie - l'information orthodoxe sur internet : <http://www.orthodoxie.com/>
- SOP - Service orthodoxe de presse : <http://www.orthodoxpress.com/>
- Mouvement pour une orthodoxie locale de tradition russe (OLTR) : <http://oltr.france-orthodoxe.net/>
- Conférence des Eglises européennes (CEC) : http://www.ccek.org/french_site/content/historyf.shtml
- Conseil œcuménique des Eglises : <http://www.oikoumene.org/fr/home.html>

Sites *internet* en anglais

- Russian Orthodox Church – Representation to the European institutions : <http://orthodoxeurope.org/welcome.aspx>

INTRODUCTION.....	1
L'ÉGLISE ORTHODOXE : UN MODE FRAGMENTÉ	2
1.1 Fracture géopolitique et querelles théologiques.....	2
1.1.1 Naissance de l'Église orthodoxe	2
1.1.2 Un patriarcat œcuménique dans la tourmente	3
1.1.3 Évangélisation des Balkans et de la Russie.....	4
1.2 Divisions internes.....	5
1.2.1 Des divisions aggravées par le « réveil » des nationalités du XIXe siècle	5
1.2.2 L'épreuve du totalitarisme comme facteur d'aggravation des querelles intra-orthodoxes	7
1.2.3 L'intégrisme religieux, un autre facteur de division	8
1.2.4 Problématique de l'uniatisme.....	9
2. ORTHODOXIE ET IDEOLOGIES	11
2.1 Ethnicité, nationalisme et anti-occidentalisme.....	11
2.1.1 Monde gréco-byzantin.....	11
2.1.2 Monde slavo-orthodoxe.....	13
2.2 Un rapport ambivalent à la politique.....	18
2.2.1 L'Église et l'État – l'exemple de la Russie	18
2.2.2 Le mariage de l'Église et de la politique – pour le meilleur et pour le pire	20
3. UNE VOLONTE DE ROMPRE L'ISOLEMENT ?.....	24
3.1 Ambiguïtés européennes	24
3.1.1 La tentation du repli sur soi.....	24
3.1.2 L'ouverture à l'Europe : un calcul géopolitique	26
3.2 L'œcuménisme comme outil de réunification du continent européen ?	28
CONCLUSION	31
ANNEXE 1 - LEXIQUE.....	33
ANNEXE 2 – PATRIARCATS, EGLISES AUTOCEPHALES ET AUTONOMES.....	35
ANNEXE 3 – TERRITOIRES DE L'ORTHODOXIE EN 1054.....	38
ANNEXE 4 – TERRITOIRES DE L'ORTHODOXIE AU XIVe SIECLE.....	39
ANNEXE 5 – TERRITOIRES DE L'ORTHODOXIE AU XVIe SIECLE.....	40
ANNEXE 6 - RELIGIONS EN EUROPE AU XXe SIECLE.....	41
ANNEXE 7 – POPULATION ORTHODOXE EN EUROPE.....	42
ANNEXE 8 – LA DIVISION DU MONDE ORTHODOXE.....	43
BIBLIOGRAPHIE.....	44